# VARIEDADES

## I

### NAPOLEÓN Y LOS DIPUTADOS DE AMÉRICA EN LAS CORTES ESPAÑOLAS DE BAYONA

Después de destronar Napoleón en Bayona á los Borbones de España, natural era que se ocupara, como efectivamente lo hizo, en organizar el nuevo reino, cuya corona dió, como sabemos, á su hermano José, llamado, desde luego, á reinar también en los dominios españoles de América y de Asia.

De la manera cómo organizara el emperador, en lo militar, á España, se encargaron de decirlo historiadores españoles y franceses; pero, en lo tocante á la carta política por él dictada y aceptada por las Cortes reunidas en Bayona, ó Junta de notables, como se las llamó, después de introducir algunas observaciones, ninguno de ellos nos dió, hasta donde permite asegurarlo la bibliografía consultada (1), un trabajo de conjunto, explicativo de cómo se la construyó. La cuestión, sin embargo, no ha quedado inédita. Ella fué tema de la tesis doctoral presentada por el Dr. Pedro Conard á la Facultad de letras de la Universidad de París en 1909 (2). Y si es verdad que en este erudito estudio de crítica histórica de un episodio del período napoleónico, no se descuidó tocar la cuestión americana, ni se podía por formar ella parte del asunto, no lo es menos que se hizo de modo in-

(1) Hemos consultado la bibliografía española, francesa y americana, de las colecciones de la Biblioteca Nacional de París, las cuales cuentan desde 1808 hasta 1912, y son bastante completas.

(2) *La Constitution de Bayonne,* 1808: *Essai d'édition critique.—Thèse-complémentaire présentée pour le doctorat à la Faculté des lettres de l'Université de Paris.* Lyon. Imprimeries Réunies, 1909. [La Biblioteca Nacional de París no posee esta tesis. Nosotros hemos consultado el ejemplar de la biblioteca del señor profesor Martinenche.]

completo, tal vez por juzgársela punto secundario ó fuera del tema, ó por no ser el Dr. Conard experto en asuntos americanistas para penetrar á fondo en ellos, y cuyo examen le habría tomado largo tiempo, el cual no todos los estudiantes tienen de sobra para dedicarlo á investigaciones de pura erudición. Mas, para nosotros los americanos, la cuestión es capital.

Estudiarla á la luz de nuevos documentos; llenar el vacío observado en la tesis del erudito sorbonista; y presentar, en fin, una nueva sección de la política hispanoamericana del emperador, es el objeto del actual examen crítico de la Constitución de España de 1808 en lo relativo á lás colonias españolas en América, las cuales, en aquella ocasión, presentaron sus reclamaciones, que el emperador oyó y satisfizo hasta donde lo permitió el tiempo de que dispuso, así como lo angustioso de las circunstancias.

***

Desde mediados de Abril, si no antes, pensó Napoleón reunir en Bayona una junta de notables españoles (1), para que sancionara el cambio de dinastía que estaba negociando con Carlos IV y Fernando VII. Pero no fué sino después de las abdicaciones de estos dos reyes, 5 y 10 de Mayo, cuando el emperador se ocupó definitivamente en la proyectada asamblea, haciendo al efecto consultar á la Junta de gobierno de Madrid, presidida por el granduque de Berg, respecto á la conveniencia de la convocatoria.

«Il me semble —escribe Napoleón á Murat el 8 de Mayo (2)— que pour arranger toutes les choses, il serait convenable de convoquer à Bayonne une assemblée des députés de toutes les provinces. La junte peut faire connaître que le roi Charles et le prince des Asturies (3) m'ont cedé tous leurs droits; que je dé-

(1) Prince Murat: *Lettres et documents pour servir à l'histoire de Joachim Murat*, vol. IV: Murat au Marechal Bessières. Madrid, le 25 Avril 1808.

(2) *Correspondance de Napoléon Ier*, vol. XVII.

(3) Ib.: XVII: Napoléon à Talleyrand. Bayonne, le 25 Avril 1808.—*Le prince des Asturies est ici; je le traite fort bien. Je l'accompagne au haut de l'escalier, je le reçois de même, mais je ne le reconnais pas.*

sire consulter la nation sur le choix d'un nouveau souverain.»

Algunos días después, el 12 de Mayo (1), escribe de nuevo el emperador al príncipe Murat para decirle:

«Demandez à la Junte quelles sont ses idées sur la convocation d'une assemblée des deputés de la nation à Bayonne dont le but serait de régler les affaires du pays.

»Dans ce cas, je ne ferais pas de proclamation dans cette assemblée que pour régler avec le Roi toutes les affaires. Chaque province ferait son cahier des charges pour demander les changements qu'elle croit convenables et exposer le vœu du peuple. Je m'en rapporte à la Junte *sur les moyens de faire choisir* les deputés. Il faudrait que cette assemblée fut reunie à Bayonne pour le quinze juin. Elle serait composée par tiers de la noblesse, des prêtres et du tiers-état; savoir, le tiers de nobles, le tiers de prêtres dont moitié serait composée de haut clergé et moitié de bas clergé, et l'autre tiers, de tiers-état. Il ne faudrait pas que la députation soit de plus de cent à cent cinquante membres. Je désire avoir l'opinion du conseil sur la convocation de cette assemblée».

Murat recibió esta carta á las diez de la mañana del 15 de Mayo; y en este mismo día escribió M. de La Forest (2), embajador de Francia en Madrid, á M. de Champagny, sucesor de Talleyrand en el ministerio de Relaciones Exteriores, una nota (3) referente á lo ordenado por el emperador en la carta citada y sobre lo que se había hecho. El embajador decía:

---

(1) Esta carta fué publicada con supresiones en el *Moniteur* del 19 de Mayo de 1808, seguramente para hacer ver al público lo que al emperador convenía. Este texto, considerándosele exacto, fué dado en la *Correspondance de l'Empereur Napoléon Ier* (vol. XVII), publicado en 1865 de orden de S. M. el Emperador Napoleón III. Últimamente, hasta 1912, no se publicó el verdadero texto, tomado del original existente en el archivo del Príncipe Murat; II, 467-63. (*Lettres et documents pour servir à l'histoire de Joachim Murat.*—Plon, Paris, 1912; vol. VI, pag. 98.)

(2) Cuando Napoleón le envió á Madrid, antes de nombrarle embajador, escribió á Murat, 27 de Marzo de 1808 (*Corresp.*: XVI, 530): *J'ai fait partir pour Madrid le sieur La Forest sans aucun titre. Vous aurez soin de le bien accueillir. C'est un homme de mérite et qui est propre à tout.*

(3) Archivos diplomáticos de Francia: *Espagne*, 1808.

«Les instructions nouvelles que Mgr. le Grand-duc a reçues ce matin prouvent que Sa Majesté est revenue au projet de rassembler à Bayonne une députation de cent à cent cinquante répresentants de la nation espagnole, qui porteront les cahiers des provinces sur les changements à faire. Que cette assamblée ait lieu préalablement à Bayonne sous les yeux du nouveau roi, ou subséquemment à Madrid après l'installation de ce souverain, il fallait toujours en venir là, et ce qu'il y avait de véritablement important, c'était de connaître les déterminations de l'Empereur. S. A. I. a fixé sur cette question les déliberations de la Junte. Quatre de ses membres sont nommés pour concerter les mesures d'exécution avec quatre autres membres du Conseil de Castille. Une instruction leur est donnée pour qu'ils ne divaguent pas.

»La seule répresentation espagnole découlant des anciennes institutions est celle des *Cortès*. Mais on ne peut y recourir par plusieurs raisons: 1.° Elle serait inégale, puisque les Castilles seules y auraient trois quarts de voix de plus que toutes les autres provinces de la monarchie. 2.° Elle ne donnerait pas une portion exacte de noblesse, de clergé et de tiers-état. 3.° Elle serait constitutionnelle, si ce mot était encore applicable à une forme usée et dénaturée depuis la guerre de 1701 à 1714; elle ne serait sous aucun point de vue nationale. 4.° Il s'agit moins de recourir à la magie d'un vieux mot sur les oreilles de commun peuple que de respecter les progrès de la raison en Europe et en Espagne même. 5.° Les *Cortès* pourraient bien être aussi engouées de leurs antiques droits que le Conseil de Castille se montre routinier.

»La Junte a donc renoncé à cette idée, sauf à n'omettre dans les choix à faire aucune des villes ayant droit de députation aux *Cortès*.

»Or, le mode que les temps anciens ont légalisé ne pouvant être adopté, et l'assemblée à former devant être choisie d'après des principes modernes, il semblait indifférent de procéder par voie de nominations faites entre la Junte et le Conseil de Castille, ou par voie d'élections faites par les provinces.

»La première marche avait l'avantage d'être plus expéditive, de laisser moins de place aux intrigues, de procurer une meilleure réunion d'hommes instruits dans tous les genres. Elle avait le désavantage de compromettre la responsabilité des membres de la Junte et du Conseil de Castille.

»On s'est décidé, d'après une correction remarquable que l'Empereur a pris la peine de faire de sa main au premier texte de sa dépêche. Sa Majesté avait d'abord dicté «que la Junte serait consultée sur la manière de choisir» etc. Elle a substitué ensuite les mots *faire choisir;* d'où l'on a conclu que Sa Majesté inclinait pour le procedé des élections dans les provinces, qui sera un peu plus lent et plus diffcile, mais qui produira un simulacre de représentation plus imposant.

»Cette représentation des provinces sera basée, Monseigneur, sur leur population, autant que possible. De trente deux provinces, en effet, dont la monarchie est censée composée, sous le rapport des suffrages, les deux Castilles comptent à elles seules pour vingt-deux.

»El faut s'attendre à ce qu'aucune députation de province ne prendra l'initiative des mesures que vent l'intérêt de toutes, considerées comme monarchie. Ainsi, la juste répartition des charges, la substitution d'une contribution générale aux contributions variées de chaque province, la nouvelle division territoriale, la restitution des droits de propriété, pourront bien n'être pas demandées. Mais il est convenu que, dans les 150 députés, il n'en sera donné à l'élection des provinces que 135 environ, et on fera nommer à convenance une quinzaine de députés qui auront du gouvernement l'instruction particulière de proposer les questions d'intérêt monarchique.

»Telles sont, Monseigneur, les notions que la sagesse de S. A. I. a fait prévaloir dans la Junte».

Murat, por su parte, escribió al emperador, á las dos de la mañana del siguiente 16, una carta (1) donde leemos:

---

(1) Prince Murat: *Lettres et documents pour servir à l'histoire de Joachim Murat,* VI, pág. 121.

«Le Conseil s'occupera dans la séance de cette nuit du choix de cette députation, pour remplir ensuite les intentions de V. M. relativement à l'Assemblée nationale qu'Elle désire réunir à Bayonne. J'ai convoqué la Junte pour lui communiquer vos vues bienfaisantes. On approuve généralement cette convocation. J'ai nommé une commission de cinq membres (1) qui doit se réunir à une semblable commission du Conseil de Castille. Ces deux commissions réunies travailleront de suite à me présenter un rapport sur la manière de choisir les députés. Je ferai donner ensuite des instructions en conséquence aux intendants des provinces pour la rédaction des cahiers que ces députés devront emporter avec eux à Bayonne.

. . . . . .

»Bien de personnes pensent que la convocation d'une Assemblée entraînera de longues discussions, et que V. M. n'obtiendra pas des résultats aussi prompts que ceux qu'Ella est accoutumée d'obtenir. V. M. sera etonnée du caractère de cette nation. On ne lui fait pas faire facilement tout ce qu'on vent, et je me rangerais de l'avis de ceux qui voudraient que V. M. donnât une Constitution toute faite, si je ne savais par expérience que rien ne saurait résister à la force et à l'influence de votre genie».

Como se ve, había en Murat y en sus amigos cierta reserva en cuanto á que de la proyectada Junta resultara sin tropiezos todo lo ideado por el emperador, reserva que se fortifica en el curso del día 16, pues á las ocho de la noche decía el gran-duque (2) al emperador:

«Je reprends ma lettre après avoir passé deux heures avec le ministre et M. La Forest. Ils pensent tous qu'il sera bien difficile que l'assemblée que V. M. désire réunir à Bayonne pour le 15 Juin, puisse y être rendue à cette époque, et tous aimeraient mieux que V. M. se décidât à donner de suite à l'Espagne les premières bases d' une Constitution».

No obstante estas reservas, para el 19 habían dado las comi-

---

(1) La Forest dice cuatro miembros.
(2) Principe Murat: *ante;* VI, 126.

siones su informe, y enviándose á las provincias las instrucciones necesarias para el nombramiento de diputados á la proyectada Junta (1), cuya reunión quedaba fijada para el 15 de Junio siguiente. Esta asamblea recibiría mandato de aprobar las abdicaciones de Bayona y sancionar la ley fundamental que debía regir la monarquía constitucional que en España iba á fundar el emperador, pues durante el siglo XVIII sólo gobernó en este reino el absolutismo más puro, siendo norma en el príncipe el aforismo cesarista *quod principe placuit.* No hay error de apreciación en el profesor francés Desdevises du Dézert (2) cuando dijo:

«Les anciennes libertés espagnoles n'étaient plus au XVIIIe siècle que des documents d'archives, et Campomanès avait raison de dire que l'Espagne n'avait pas de Constitution... (3) La royauté espagnole acquit au cours du XVIIIe siècle une force qu'elle n'avait jamais eue jusqu'alors. Les provinces aragonaises furent soumises au même régime que les pays castillans. La création des intendants, la multiplication des corrégidors, rendirent l'autorité royale partout présente. Le corps ecclésiastique fut placé sous le contrôle direct du roi».

Napoleón, al intentar fundar aquella monarquía constitucional, satisfacía la aspiración reformista de los liberales españoles, cuya educación política empezó con la lectura de los enciclopedistas franceses, y se completó al fin al calor de la propaganda de los revolucionarios.

La *Gaceta de Madrid* del 24 de Mayo publicó las instrucciones para los nombramientos de diputados, las cuales fueron redactadas (4) por el antiguo ministro Sr. Caballero. En ellas se

---

(1) Archivos diplomáticos de Francia: *Espagne*, 1808.—La Forest a M. de Champagny. Madrid, 19 de Mayo de 1808.

(2) *L'Espagne et l'ancien régime*, II: Les institutions; Paris, 1899.

(3) *Cartas político-económicas,* carta II; Madrid, 1838.

(4) Príncipe Murat: *ante;* VI, 130.—Murat á Napoleón. Madrid, 1 de Mayo de 1808: «Je viens d'entendre le rapport de la Commission á qui avait été chargé de nous présenter un mode d'élection pour les députés que V. M. va a appeler à Bayonne. Tout est convenu. L'ancien ministre de Grâce et Justice, M. Caballero, doit rédiger cette nuit une circulaire avec les instructions à envoyer aux diferentes provinces.»

decía (1) que la Junta suprema de gobierno, en el deseo de que la reunión se efectuara á la mayor brevedad, había nombrado algunas personas y reservado á algunas corporaciones, á las ciudades de voto en Cortes y a otras, el nombramiento de sus diputados, según la forma que se les daba.

Al tiempo que así procedían en Madrid, él emperador, por decreto del 25 de Mayo (2), ratificaba la convocatoria hecha por Murat y la Junta suprema de gobierno. *Les députés,* dijo, *seront munis des vœux, plaintes et doléances de leurs commetants pour servir à poser les bases de la nouvelle constitution qui doit gouverner la monarchie.*

En el mismo día expidió una proclama á los españoles (3) en la que les decía:

«*J'ai fait convoquer une Assemblée générale des députations des Provinces et des villes. Je veux m'assurer par moi-même de vos désirs et de vos besoins.*

*Je déposerai alors tous mes droits, et je placerai votre glorieuse Couronne sur la tête d'un autre moi-même, en vous garantissant une Constitution qui concilie la sainte et salutaire autorité du Souverain avec les libertés et les priviléges du Peuple.*

Con igual fecha de 25 escribió el emperador á Murat (4), carta en que encontramos anunciado haber expedido el decreto y la proclama, y también haciendo referencia de que hacía dos días, el 23, le envió un proyecto de constitución, esperando recoger todas las luces en asunto de tamaña importancia.

Refiriéndose M. de la Forest á este proyecto de Constitución escribió, en 31 de Mayo (5), al ministro Champagny lo siguiente:

«Sa Majesté doit avoir, à l'heure qu'il est, le résultat de la conférence (6) que S. A. I. a chargé M. le maître des requêtes

---

(1) Toreno: *Historia del levantamiento, guerra y revolución de España;* I, Ap., pág. 472.

(2) Archivos Nacionales de Francia: A F, IV, 1610.

(3) Archivos diplomáticos de Francia: A. F. IV, 1640.

(4) *Corresp. de Napoléon Ier;* XVII, 235.

(5) Archivos diplomáticos de Francia: *Espagne,* 1808.

(6) Archivos nacionales de Francia: A F, IV, 1609.

Fréville (1) et moi d'avoir avec une réunion d'hommes choisis, sur le projet de la future constitution d'Espagne. Le sécret avait été recommandé à chacune des personnes appelées à cette assemblée. Mais d'après les observations de plusieurs sur le besoin de soutenir par des espérances l'esprit de la classe éclairée, S. A. I. s'est déterminé à permettre que sans laisser transpirer qu'une Constitution est déjà faite, on insinuât cependant, dans des conversations particulières, que plusieurs points importants, tels que l'établissement des *Cortès*, etc., étaient determinés dans la pensée de S. M. l'Empereur.

»Combien d'expédients, Monseigneur, ne faut-il pas employer, et à Madrid et dans les provinces, pour lutter contre les impressions répandues avec artifice et accueillies par les classes ignorantes avec une crédulité dont on ne peut se rendre compte qu'en habitant l'Espagne.

»S. A. I. a regardé avec raison comme une mesure salutaire la proclamation et le décret de S. M. l'Empereur en date du 25 de ce mois».

Dos días después, el 2 de Junio (2), escribía Murat á Napoleón lo siguiente:

«Le projet de Constitution a été trouvé si beau, qu'il est impossible qu'il ne produisse l'effet désiré quand il sera connu.

»Mais il est nécessaire que dans ce projet, il ne soit pas question de contingent à fournir, de suppression de l'inquisition, de réforme de moines, ni d'indiquer qu'il n'y aura que les Espagnols ou les naturalisés espagnols qui pourront remplir des emplois. Tous ces articles pourront s'arranger par des conventions particulières à l'assemblée générale de Bayonne, ou avec le nouveau Roi. Je ne puis me lasser de répéter à V. M. qu'il est de

---

(1) Archivos diplomáticos de Francia: *Espagne*, 1808. M. de La Forest decía al ministro Champagny —11 de Mayo de 1808— lo siguiente: «M. de Fréville, que vous avez bien voulu m'adresser, reste près de la personne de S. A. I., qui apprecie et emploie utilement ses talents très distingués, dont il a donné de nouvelles preuves dans cette importante occasion.»

(2) Prince Murat: *ante;* VI, 187.

la plus grande importance qu'Elle se prononce sur cet objet».

Mientras los sucesos se desenvolvían en Madrid, como acabamos de ver, en Bayona, por los mismos días, y de acuerdo con informe presentado por el viajero francés de Pont (1), á quien daba cierta autoridad la reciente publicación de su obra *Voyage à la partie orientale de la Terre Ferme,* el emperador se dió, con marcada atención, á asegurar aquel famoso imperio de América, cuya corona diera en Fontainebleau al rey Carlos (2), acto que obedeció tal vez, como advierte el diplomático francés abate de Pradt (3), gran admirador y defensor de Bolívar, al deseo de igualar en rango á los dos monarcas. En la colección de cartas de Napoleón se encuentran las órdenes dictadas febrilmente por él, como si luchara con el tiempo á fin de llegar á aquellas heroicas regiones antes que los ingleses, para el armamento de buques destinados á llevar á Buenos Aires y á México, los dos puntos considerados más importantes de las colonias americanas (4), gran cantidad de fusiles (5) y toda clase de elementos de guerra, así como todos los papeles concernientes á los últimos sucesos ocurridos en España (6). Para virrey de Nueva España designó á D. Gregorio de la Cuesta (7), capitán general de Castilla la

---

(1) François-Raymond-Joseph de Pons: 1751-1812. En su informe al emperador (Arch. Nac. de Francia: AF, IV, 1610), 13 de Abril de 1808, preconizó el envío á América de comisionados franceses con misión de ilustrar las autoridades locales y los habitantes... «L'âge, les mœurs et les principes de ces commissaires, escribía, devront inspirer confiance... Il conviendra qu'ils promettent aux créoles la conservation de leurs emplois... qu'ils déclarent l'Empereur resolu à maintenir la religion catholique, la hierarchie ecclésiastique, les droits et privilèges des églises, la continuation du paiement des pensions, et à consentir des encouragements à l'agriculture et au commerce sur de nouvelles bases...»

(2) Art. 2.° del Tratado entre Francia y España, firmado en Fontainebleau el 27 de Octubre de 1807.

(3) *Mémoires historiques sur la révolution d'Espagne;* p. II.

(4) Príncipe Murat: *ante;* VI, 116.—Murat al ministro de la Marina. Madrid, 15 de Mayo de 1808.

(5) Para toda América se calcularon 2.000 fusiles.

(6) *Corresp. de Napoléon Ier;* XVII, 215.—Carta á Murat; 22 de Mayo de 1808.

(7) *Ibidem;* XVII, 237.—Carta al general de la Cuesta; 25 de Mayo de 1808.

Vieja, no obstante haberle recomendado el gran-duque de Berg, para tal cargo, al general Castaños (1). D. Gregorio no aceptó por encontrarse muy anciano y casi inválido; pero estos achaques no le impidieron á poco ponerse al frente de la explosión patriótica de su provincia. Mandó nombrar capitán general de Venezuela á D. Vicente de Emparan, según lo indicado por el almirante Mazaredo (2). Y dispuso, en fin, que se mantuviera al general Liniers, en el cargo de virrey del Río de la Plata (3), acto que había realizado ya Murat, cuando le escribió una carta muy expresiva (4), cuya entrega confió al oficial francés Vandeuil (5).

Este oficial fué enviado por Liniers á Madrid para llevar los

---

(1) Príncipe Murat: *ante;* VI, 101.—Carta á Napoleón; 13 de Mayo de 1808.

(2) Arch. Nac. de Francia: AF, IV, 1609. Notes remises à S. M. par l'amiral Massaredo. Mai, 1808: «Un autre point assentiel dans la *Tierra Firme* de l'Amérique est la capitainie de la Province de Vénézuéla, c'est à dire Caracas. L'esprit d'indépendance s'y est montré plus d'une fois. Le digne Don N. Guevara (*a*), qui vient de mourir, dernier Gouverneur, l'a ettoufé. Il parait qu'on a nommé pour le remplacer à D. N. (*b*) Montes, qui était Gouverneur de Puerto Rico. Je ne le connais pas; mais s'il est bon officier son poste à Puerto Rico est très important. Celui qui convient plus pour Caracas est le Brigadier D. Vicente de Emparan, qui est à present à Madrid, qui à été Gouverneur de Cumana dans la même province de Vénézuéla, et qui jouit de l'estime et même de la veneration de toute la province pour ses calités et por la manière digne dans laquelle il a servi le dit gouvernement de Cumana.»

(3) *Corresp. de Napoléon Ier.* Carta á Murat; 22 de Mayo de 1808: «Faites-vous remattre sous les yeux les dépêches du général Liniers. Accordez tous les avancements qu'il a demandés; envoyez aussi quelques croix aux principaux habitants de Buenos Ayres.»

(4) Prince Murat; *ante:* VI, 105. Murat a Liniers; 13 de Mayo de 1808: «Le Roi Charles IV m'a nommé lieutenant-général de son royaume; je désire trouver des occasions de vous donner des preuves de l'estime que vous m'inspirez comme français, et comme militaire. L'empereur me charge de vous assurer de toute la sienne.»

(5) Arch. Nac. de Francia: AF, IV, 1608. El ministro de la Marina al gran duque de Berg; Madrid, 15 de Mayo de 1808: «Cette après midi à quatre heures est parti un courrier de cabinet avec la correspondence pour les Amériques méridionale et septentrionale. Celui qui doit se charger de la première est monsieur Vandeuil, à Cádiz, qui sera conduit par la barque que commande monsieur Pozzy de Baufmon.»

*(a)* Y Vasconcellos.
*(b)* Toribio.

despachos con la noticia y detalles de la reconquista de Buenos Aires. El príncipe de la Paz no le recibió ni le prestó los recursos monetarios que solicitara para cuidar su salud, bastante alterada, y atender á los gastos de posada mientras se le ordenaba regresar. Vandeuil recurrió entonces al embajador de Francia, quien sin demora le socorrió.

Julio Mancini, el elocuente historiador de Bolívar, emitió sobre la política hispanoamericana de Napoleón en el juicio siguiente (1):

«L'abdication des souverains espagnols parut apporter enfin l'occasion si longtemps souhaitée. Aussi mal éclairé quant à la mentalité des créoles qu'il fondait de présomptions sur le sentiment des futurs sujets de son frère, Napoléon pensa que la conquête du Nouveau Monde s'ajouterait d'elle-même à celle de l'Espagne et qu'un enthousiasme sincère rallierait les colonies à la métropole «regenerée».

***

La política hispanoamericana de Napoleón condujo á Murat y á la Junta de gobierno á dar representación á las Américas en la asamblea convocada para Bayona, y al efecto escogieron, entre los hispanoamericanos que se encontraban en Madrid, la diputación siguiente: por la Habana, al marqués de San Felipe y Santiago (2); por Nueva España, á D. José Joaquín del Moral (3); por el Perú, á D. Tadeo Bravo y Rivera; por Buenos Aires, á D. León de Altolaguirre; por Guatemala, á D. Francisco Antonio Zea (4); y por Santa Fe de Bogotá, á D. Ignacio Sánchez de Teja-

(1) *Bolivar et l'émancipation des colonies espagnoles*; I, 244.

(2) Apareció después como diputado suplente por la Habana en las Cortes gaditanas (1810).

(3) Canónigo de la catedral de México. Natural de Nueva España.

(4) Nació en Antioquía (Nueva Granada) en 1770. Complicado, 1794, en el proceso de Nariño fué enviado á Madrid, donde obtuvo gracia, pero sin autorizársele á regresar á América. Entonces publicó varios escritos científicos y literarios en el *Mercurio Español*, los cuales fueron muy aplaudidos. En 1804 se le nombró director del Jardín Botánico de Ma-

da (1). Estos nombramientos (2) no fueron conservados completamente. En las actas de aquellas Cortes se encuentran alteraciones en el personal de la diputación americana, sin que podamos decir, por ignorarlo, el motivo de la mudanza: el representante de Buenos Aires (3) fué reemplazado por una diputación de dos miembros: D. José R. Milá de la Roca (4) y D. Nicolás de Herrera (5); á Venezuela, que entonces llamaban por lo general Caracas, aunque indebidamente, le dieron ahora representación, tal vez por indicaciones de D. Vicente de Emparan, y nombraron

---

drid. Después de las Cortes de Bayona, el rey José le confió el cargo de Director general del Ministerio del Interior, el cual sirvió durante toda la ocupación francesa. Regresó á América en 1815, y en 1819 fué electo presidente del Congreso de Angostura y luego vicepresidente de la República de Colombia, fundada en aquel año por Bolívar. El Libertador le envió á Europa, 1821, con el carácter de ministro plenipotenciario, con misión especial de negociar la paz con España bajo la base del reconocimiento de la independencia. Murió en Bath, en 1822.

(1) Natural de Santa Fe de Bogotá. En 1806 le envió á Madrid, en misión especial, el virrey de Nueva Granada. Después de las Cortes de Bayona sirvió al Gobierno del rey José. Cuando Fernando VII recuperó su trono se asiló en Londres. En 1825 fué nombrado agente diplomático de Colombia en Roma, donde prestó importantes servicios á la iglesia americana.

(2) El *Moniteur* del 5 de Junio de 1808.

(3) Murat había pensado, por indicación que se le hiciera, en el señor Altolaguirre, sobrino del virrey Liniers, para enviarle en misión á la América del Sur, pero esto fué anterior á su nombramiento de diputado. (Príncipe Murat: *ante;* VI, 98. Murat al ministro de la Marina. Madrid, 12 de Mayo de 1808.) En una lista que poseen los Archivos diplomáticos de Francia (*Espagne,* 1808, vol. 675), aparece el Sr. Milá de la Roca como único representante del Río de la Plata, circunstancia que nos hace suponer que el nombramiento del Sr. Herrera fué posterior.

(4) Hacendado y comerciante del Río de la Plata. Fué enviado en 1807 por los gremios de hacendados y comerciantes de Buenos Aires cerca del Gobierno español. El virrey Liniers le dió encargo secreto cerca de Napoleón, á quien pidió una batería de artillería. Fué gran amigo del libertador argentino Belgrano, á quien acompañó en 1810 en la campaña del Paraguay.

(5) Nació en Montevideo en 1775. Murió en 1833. Jurisconsulto notable. El Cabildo de Montevideo le envió cerca del Gobierno español en 1807, para informar sobre la reconquista de Buenos Aires. Fundó en 1810 la *Gaceta,* primer periódico del Uruguay. Ministro del Gobernador argentino Alvear, 1815. Fué de los que creyeron conveniente incorporar el Uruguay al Brasil en 1822.

por su diputado á D. José Hipólito Odoardo y Grand-pré (1); los representantes de la Habana y el Perú no aparecen asistiendo á las sesiones. Pero ocurrió que al del Perú le habían cambiado con el Sr. Landaburu, quien llegó á Bayona después de terminados los trabajos de las Cortes. Este caballero estaba en servicio en el ejército de Dinamarca, y en Islandia fué donde le llegó su nombramiento el 29 de Junio. Sin pérdida de tiempo se puso en viaje; al llegar á Bayona fué presentado al emperador, quien le mandó siguiera á Madrid á presentarse al rey José. Antes de tomar el camino para España declaró al ministro Champagny que él se adhería á cuanto había acordado la Junta. M. de Champagny dijo al Sr. de Azanza, nombrado ministro de las Indias (2), que el Sr. Landaburu se había expresado «como un hombre leal y lleno de abnegación».

Era la primera vez que los americanos íban á tener voz y voto en los asuntos de la Monarquía, pues si es verdad que en el siglo XVI hubo leyes castellanas que establecían la celebración de consejos de ciudades y villas en América, de cuyas reuniones hay constancia, sólo lo hicieron para tratar asuntos interiores de aquellas colonias por *mandato del rey*, y nunca para mezclarse en cuestiones políticas de la monarquía, ni para formar parte de las Cortes de Castilla. Aquellas mismas leyes fueron suprimidas de orden de Carlos IV, cuando este monarca ordenó en 1805 la publicación de la Novísima Recopilación.

Las asambleas de los diferentes reinos de España y de las provincias mismas tomaron el título de Cortes durante la Edad Media, cuando los diputados de las ciudades vinieron á reunirse con los del clero y la nobleza [Aragón, 1133; Castilla, 1169]. Para la entrada de Felipe V en España (1701), las Cortes se hallaban virtualmente abolidas en Castilla, donde, como observa Altamira (3), antes que la iniciativa real, las había hecho decaer

---

(1) Natural y hacendado de Caracas. Graduado de abogado.

(2) Archivos diplomáticos de Francia: *Espagne*, 1808.—Nota fechada en Bayona el 17 de Julio de 1808.

(3) *Historia de España y de la civilización española*; IV, 144.

la indiferencia y el egoísmo de los mismos pueblos, dejando el campo libre al despotismo real. La última convocatoria de las Cortes de Castilla llevaba fecha de 1665. El nuevo monarca pensó, sin embargo, convocarlas para que conocieran del testamento de Carlos II, por el cual había subido él, duque de Anjou, al trono de España; pero como Luis XIV, á quien el rey su nieto consultara, no lo aprobara, no se hizo la convocatoria, como tampoco para el juramento del nuevo monarca, que inauguraba el reinado de los Borbones en España. Esto no obstante, Felipe V las convocó en 1709, 1712, 1714 y 1724 para asuntos especiales, sin permitírseles, desde luego, iniciativa alguna. La reunión de las de 1724 está considerada de simple simulacro; pero este mismo simulacro no se observó en igual año de 1724, cuando la abdicación del monarca, no habiéndose hecho convocatoria. El nuevo soberano, Fernando VI, no celebró Cortes ni aun para su reconocimiento mismo como rey (1746). Carlos III sólo las convocó para jurar como heredero á su hijo Carlos (1760), y éste, después de subir al trono, con el título de Carlos IV, volvió á convocarlas en 1789 para la jura de su hijo el Príncipe de Asturias, y la revocación de la Ley Sálica de Felipe V (1). Esta fué la última reunión de Cortes hasta las reunidas en Bayona y cuyo examen ensayamos hacer en cuanto á nuestras Indias. El americanista Labra nos dice que solamente se reunieron 30 veces en el curso de trescientos cincuenta y dos años (2).

*
* *

(1) D. Andrés Borrego nos dice en su *Historia parlamentaria de España* (I, 185) lo siguiente: «Las Cortes de 1789, que, examinadas en sí mismas, sin atender á precedente alguno, ni á la situación durante la cual se celebraron, aparecen como las más genuinas manifestaciones del sistema representativo, no son otra cosa que el trasunto fiel de las Cortes de Carlos V, de Felipe II, de Felipe III, de Felipe IV, de Felipe V, de Fernando VI y de Carlos III, ni significan más que unas asambleas congregadas con el único fin de complacer á los monarcas, dóciles á las insinuaciones de éstos, prontos á contribuir á sus propósitos y obrando automáticamente en vez de obrar con conciencia de sus actos.»

(2) *América y la Constitución española de 1812;* pág. 34. Madrid, 1914.

Napoleón había ordenado desde el 14 de Abril de 1808 (1), á José, rey de Nápoles, prepararse á salir para Bayona; pero á esta ciudad sólo llegó al anochecer del 7 de Junio, cuando todo estaba ya listo para terminar el primer acto de la gran tragedia española.

El emperador, que salió á su encuentro, le manifestó en el camino lo necesario que era para su causa que él aceptara la corona de España y de las Indias, oferta que aceptó José sin observación alguna, estando tal vez preparado á recibirla; y como rey de aquel imperio, grande un día cual el romano y fuerte á semejanza del británico en otro, le recibieron y aceptaron los españoles que se encontraban en Bayona en aquella misma memorable noche.

No nos detendremos á reseñar los discursos de vasallaje que le dirigieron las diputaciones de los Grandes, el Consejo de Castilla, los Consejos de la Inquisición, Indias (2), Hacienda y Ejército, y ni aun los de los diputados á la Junta. Pero sí diremos que los diputados de América, después de haberse presentado al nuevo monarca, juntos con sus colegas de España, se separaron de ellos y, formando cuerpo aparte, como si fueran ya independientes de la Madre Patria ó gozasen de la autonomía política, y con no poca sorpresa de la historia, no habiendo nada que á tal cosa autorizara, fueron recibidos por el rey José. Eran los diputados del Río de la Plata, señores de Herrera y Milá de la Roca, y los de Guatemala, Santa Fe de Bogotá y Caracas, señores Zea, Sánchez de Tejada y Odoardo y Grand-pré. Llevó la palabra el Sr. Zea, á quien tocó también en suerte, diez años después, saludar á Bolívar en el congreso de Angostura, en el momento solemne de la fundación de la Gran Colombia. El discurso del Sr. Zea, que conservamos (3) escrito de su puño y letra, y hasta ahora inédito, no habiendo hecho los historiadores

---

(1) *Corresp. de Napoléon Ier*; XVII, núm. 13.763.

(2) El rey José, al recibir la diputación del Consejo de Indias (*Moniteur*, 18 Junio 1808), manifestó todo el interés que él sentía por las Américas, las cuales, dijo, consideraba como parte integrante de las Españas.

(3) Arch. Nac. de Francia: A F, IV, 1609.

ni siquiera referencia á él, presentaba ya las reclamaciones de la América española á una nueva vida política, las cuales reafirmaron en Londres, en 1810, los diputados de Caracas y Buenos Aires ante el Gobierno de S. M. Británica.

El Sr. Zea dijo al rey José:

«Señor:

»Los representantes de vuestros vastos dominios de la América, no contentos con haber tributado á V. M., en unión con los de la metrópoli, el homenaje debido á su soberanía, se apresuran á ofrecerle el de su reconocimiento por el aprecio que V. M. ha manifestado hacer de aquellos buenos vasallos en cuya suerte se interesa tan vivamente, de cuyas necesidades se ha informado, y cuyas largas desgracias han conmovido su corazón paternal.

»Olvidados de su Gobierno, excluídos de los altos empleos de la monarquía, privados injustamente de las ciencias y de la ilustración, y por decirlo todo de una vez, compelidos á rehusar los mismos dones que les ofrece la naturaleza con mano liberal, ¿podrán los americanos dejar de proclamar con entusiasmo una monarquía que se anuncia por apreciarlos, que los saca del abatimiento y de la desgracia, los adopta por hijos y les promete la felicidad? No, Señor, no se puede dudar de los sentimientos de nuestros compatriotas, por más que los enemigos de V. M. se lisonjeen de reducirlos: nosotros nos haríamos reos á su vista: todos unánimes nos desconocerían por hermanos y declararían indignos del nombre americano, si no protestásemos solemnemente á V. M. su fidelidad, su amor y eterno reconocimiento. Nos apresuraremos, Señor, á manifestarles, que no hemos degenerado de ellos; que no habíamos depuesto el sentimiento de las injurias hechas á la patria, hasta el momento en que el Emperador, vuestro augusto hermano, reconcilió, por un acto propio de su genio, el nuevo con el antiguo mundo, y que el aprecio con que los mira V. M., los deseos que manifiesta de reparar los males de que han sido víctima, la felicidad que les tiene prometida y la garantía que de ella nos dan sus virtudes, su corazón y

el testimonio del reino de Nápoles, les anuncian una época de gloria y de prosperidad.

»Señor.»

Los diputados de América se dirigieron luego al emperador, á quien repitieron igualmente sus sentimientos de gratitud y su admiración por su real persona, por medio de una nota que ha permanecido hasta ahora inédita, y que debió redactar el Sr. Zea, pues está escrita de puño y letra, según vemos en su original, conservado en los papeles de la Cancillería Imperial (1):

«Señor:

»Los representantes de la América española tienen la honra de ofrecer á V. M. I. y R., en nombre de aquellos vastos dominios, el homenaje de su reconocimiento por la distinción que le han merecido en llamarles cerca de su augusta persona, para contribuir, con los de la madre patria, al restablecimiento de la monarquía.

»Estaba reservado al héroe que, únicamente atento al bien universal, levanta ó deprime los tronos, los crea ó los destruye, según conviene á los intereses del género humano; estaba, Señor, reservado á V. M. el primer acto solemne de aprecio y de justicia que la América ha obtenido de su metrópoli. Un sólo momento que V. M. ha tenido en sus manos la Corona de España, que tan gloriosamente acaba de colocar sobre las sienes de su augusto hermano, hará olvidar en aquel mundo más de tres siglos de abandono y de injusta desigualdad. ¡Con qué entusiasmo se recibirá en todas partes la noticia de la consideración que el pueblo americano ha debido al poderoso emperador del Mediodía, y qué afectos excitará en unos corazones que tan gloriosas pruebas han dado de su nobleza y generosidad, sacrificándose constantemente por un Gobierno ingrato, que siempre correspondía á los nuevos servicios con nuevo olvido y nueva indiferencia! ¡Y con qué alegría, con qué satisfacción verán salir del

(1) Arch. Nac. de Francia: A F, IV, 1609.

seno de las luces, majestuosa y brillante, la heroica dinastía, hija del genio y de la victoria, que antes de ocupar el trono se anuncia por un acto señalado de justicia y de sabiduría, presagio dichoso de los bienes y prosperidad que debe prometerse la América! No serán otros los sentimientos de nuestros compatriotas, y por más que se esfuercen los enemigos de aquel y de este continente, resonarán en todas partes, desde el Estrecho de Magallanes hasta las fuentes del Mississipí, las aclamaciones de gratitud que se deben al héroe regenerador del mundo.

»Entretanto, dígnese V. M. I. y R. admitir benignamente el tributo de reconocimiento que tenemos la honra de ofrecerle á nombre de aquellos buenos y generosos pueblos, y permitirnos les manifestemos el aprecio que de ellos hace V. M., el distinguido acogimiento que le deben sus representantes, los deseos que tiene de su felicidad, y la confianza que los talentos y las virtudes del Soberano que nos ha dado deben inspirarles (1).

»Señor:

»*Nicolás de Herrera.—José Ramón Milá de la Roca*, diputados de las provincias del Río de la Plata.—*Francisco Antonio Zea*, diputado de Guatemala.—*Ignacio de Texada*, diputado de Santa Fe.—*Joseph Odoardo Grand-pré*, diputado de Caracas» (2).

***

Tal como había sido dispuesto, la Junta se reunió á las doce del día del 15 de Junio (3) en el palacio que llamamos del Obis-

---

(1) D. Simón Rodríguez, dice en su *Defensa de Bolívar* (ed. Coll, página 119) que Zea ofreció al rey José, como una de las regiones de sus dominios, el Alto y Bajo Perú, sin tener autorización para ello. Tal afirmación es inexacta, cual lo prueba el discurso de Bayona.

(2) Esta nota está sin fecha, pero en cabeza se le puso con lápiz: Junio de 1808.

(3) Arch. Nac. de Francia: A F, IV, 1609.—Bayonne le 15 Juin an 1808 à minuit. *Le Commissaire de Police de la Ville de Bayonne:* « ...A la suite de la réunion de ce matin on a observé que plusieurs députés étaient de trés bonne humeur, particulièrement les chanoines Cladera (dipu-

pado Viejo, y bajo la presidencia de D. Miguel José de Azanza, ministro de Hacienda, á quien el emperador llamó á Bayona para estudiar con él la cuestión de la Hacienda pública del Reino (1). La Junta tomó por secretarios á D. Mariano Luis de Urquijo, del Consejo de Estado, y á D. Antonio Ranz Romanillos, del de Hacienda; y nombró dos Comisiones á cuyo previo examen confió la preparación de los asuntos para los debates y la proposición de las modificaciones que pareciese oportuno adoptar en la constitución que iba á darse al Reino.

El Sr. de Azanza, en el discurso de apertura, dijo: «Gracias y honor inmortal á este hombre extraordinario que nos vuelve una patria que habíamos perdido». «Ha querido después que en el lugar de su residencia y á su misma vista se reunan los diputados de las principales ciudades, y otras personas autorizadas de nuestro país, para discurrir en común sobre los medios de reparar los males que hemos sufrido, y sancionar la constitución que nuestro mismo regenerador se ha tomado la pena de disponer para que sea la inalterable norma de nuestro Gobierno... De este modo podrán ser útiles nuestros trabajos, y cumplirse los altos designios del héroe que nos ha convocado».

Las sesiones fueron solamente doce, consagradas, fuera de las de instalación y clausura, al estudio y sanción de la Constitución, cuyo proyecto fué presentado á la Junta en su tercera sesión, el 20 de Junio (2), en la cual, después de habérsele dado lectura, se acordó: que se mandara imprimir el mencionado proyecto; que en el término de tres días presentase cada diputado, por escrito, su dictamen sobre él; y que, durante los días intermedios, podían los diputados hacer verbalmente las observaciones ilustrativas que les pareciesen convenientes.

---

tado de las Islas Baleares) et d'el Moral (diputado de México) qui, sans provocation étrangère, ont invité un militaire de la ville à boire avec eux à la santé de Napoléon et de Joseph, du gouvernement desquels ils attendent le bonheur de leur pays.—DIRASSEN.»

(1) José Gómez de Arteche y Moro: *Historia de la Independencia*; II, 228.

(2) Varias colecciones de actas, impresas, se encuentran depositadas en los Archivos Nacionales de Francia (París): AF, IV, 1636.

El proyecto presentado no era la misma redacción enviada en consulta por el emperador al gran duque de Berg, cuyo texto ó copia poseemos (1), y en la que no había ningún título ni artículo consagrado á las colonias españolas en América, pero sí encontramos en aquel manuscrito una *nota* consultiva que, según el profesor Conard, es de letra de Maret (2), quien, como sabemos, era el hombre que Napoleón tenía á su lado para redactar sus escritos. La mencionada *nota* fué puesta al lado del art. 23, título 6.°, consagrado á las Cortes *(Des Cortès)*, el cual decía: *Il y aura des Cortès ou assemblées de la nation composées de 150 membres et divisées en trois bancs, savoir: le banc du clergé, le banc de la noblesse, le banc du peuple.* La *nota* decía, pues era allí donde se creyó debía hacerse la intercalación: *On pourra si on le juge convenable ajouter l'art. suivant: Les deputés des colonies auprès du gouvernement de la métropole auront seance aux Cortès.* A esta propuesta, que muy bien pudo ser iniciada por el emperador, contestaron los señores de La Forest y Fréville, en su informe al gran duque de Berg (28 de Mayo), de cómo pensaba la Junta de gobierno y notables consultados sobre el proyecto, en los términos siguientes: *Titre VI.—Article sans numero.—On a exprimé un assentiment unanime pour l'article qui ouvre l'entrée des Cortès aux députés des colonies. On désire qu'on aille jusqu'à poser en principe qu'elles auront toujours des députés auprès du gouvernement de la métropole.*

No obstante tal deseo, no aparece que se tomó en cuenta aquel artículo, puesto que no se le intercaló en la segunda redacción (3), que se supone hicieron en Bayona al recibo de las observaciones anotadas en el informe de los Sres. de La Forest y Fréville.

Pero estas dos redacciones fueron sustituídas por un proyecto presentado á la Junta de notables en su tercera sesión, y el cual fué preparado, de acuerdo con los diputados, en sesiones preli-

---

(1) Arch. Nac. de Francia: A F, IV, 1680.
(2) *La Constitution de Bayonne* ante.
(3) Arch. Nac. de Francia: A F, IV, 1680.

minares. En este proyecto encontramos que el título 9 lo consagraron á las colonias españolas en América y Asia, y en cuya redacción debieron influir los diputados americanos. En las *Reflexiones* (1) presentadas al emperador el 5 de Junio por el Sr. Urquijo leemos lo siguiente: *Il conient encore pour flatter les habitants des Indes Espagnoles qu'il soit dit dans la Constitution que incessamment on travaillera à un nouveau Code pour eux particulièrement et qu'ils apperçoivent des idées liberales pour leur commerce.*

Los Archivos Nacionales de Francia (París) poseen el historial de cómo se redactó la Constitución de Bayona (2), papel donde se dice:

«Le Statut constitutionnel pour l'Espagne a été redigé par les ordres et sous la dicté de S. M. l'Empereur et Roi (3).

»Il a été envoyé à Madrid à la fin du mois de Mai pour être communiqué aux ministres et aux membres de la junte de gouvernement et avoir leur avis.

»MM. Laforest et Fréville ont envoyé un rapport très detaillé

---

(1) Ib.: A F, IV, 1609.

(2) Ib.: A F, IV, 1680.

(3) Esta afirmación destruye, además de lo que sabemos, la versión que trae Toreno (*Historia del levantamiento, guerra y revolución de España;* I, 162) de «que la Constitución de Bayona fué preparada por una mano española» y que «ella ó al menos sus bases más esenciales fueron entregadas al emperador francés en Berlín, después de la batalla de Jena». No podía el emperador ocuparse en Berlín de formar aquella Constitución, pues fué solamente allí donde resolvió destronar á los Borbones de España para vengarse de la conducta de Godoy, revelada en su proclama del 14 de Octubre de 1806, por la que invitaba á los españoles á prepararse á la guerra contra los enemigos extraños, que para él no eran otros que los franceses. Si Napoleón hubiera fracasado en Prusia, Godoy habría invadido la Francia.—El abate de Pradt dice (*Mémoires historiques sur la révolution d'Espagne,* pag. 11): «Vingt fois je lui ai entendu dire à Bayonne: *je jurai des-lors qu'ils me la paieraient* (los Borbones); *que je les mettrais hors d'état de me nuire à l'avenir.*» Grandmaison dice (*L'Espagne et Napoléon,* 257): «que la *nota histórica* fué obra de Champagny»; pero Conard asegura (*ob. cit:* 39, nota 3), «que Maret la redactó». Se hace difícil determinar á quién pertenece la razón, pero es un hecho que no es la misma pluma la que escribió la *nota histórica* y el *Estatuto constitucional* —que Conard atribuye también á Maret (*ob. cit.;* 40, nota 3)—, como aparece de la diferencia de escrituras de uno y otro documento.

sur les observations assez nombreuses qui avaient été faites.

»S. M. a pris ces observations en considération et ordonné en consequence des modifications importantes.

»Le moment de s'assembler de la Junte de Bayonne arrivant S. M. a fait consulter MM. d'Azanza et d'Urquijo. De nouvelles modifications ont été faites sur leurs observations.

»Une partie des membres de la Junte étant arrivés, S. M. les a fait reunir pour un examen préparatoire. Ils ont nommé une commission qui a fait des observations qui ont donné lieu a des nouveaux changements.

»Ces précautions prises pour donner au projet de statut le caractère le plus propre aux habitudes, aux mœurs, aux opinions de l'Espagne, avaient aussi eu pour objet d'éviter des discussions possibles sur des points que des observations presque confidentielles pouvaient déterminer à écarter. La projet etait donc déjà parvenu à un certain degré de maturité lorsque la Junte s'est ouverte.»

El título 9 decía:

*Des colonies espagnoles en Amérique et en Asie.*

ART. 80.

Les colonies espagnoles de l'Amérique et de l'Asie jouiront des mêmes droits que la métropole.

ART. 81.

Chaque Royaume et chaque Province aura constamment auprès du Gouvernement des députés chargés de stipuler leurs intérêts et de les réprésenter dans l'assemblée des Cortès.

ART. 82.

Ces députés seront au nombre de vingt; savoir: deux de la Nouvelle Espagne, deux du Pérou, deux du Nouveau Royaume de Grénade, deux de Buenos Ayres, deux des Philippines, un de l'Ile de Cuba, un de Porto Rico, un de la Province du Vénézuéla, un de Caracas, un de Quito, un de Chili, un de Guatemala, un de Guadalaxara, un des Provinces Occidentales de la Nouvelle Espagne, un des Provinces Orientales.

ART. 83.

Ces députés seront nommés par les Municipalités des Communes qui seront designées à cet affet par les Vice-Rois et Capitaines Généraux, dans leurs territoires respectifs.

Chaque Municipalité élira un individu à la pluralité des voix; l'acte de nomination sera transmis au Vice-Roi ou au Capitaine Général.

Celui des individus élus qui réunira les suffrages du plus grand nombre de communes sera nommé député.

En cas d'égalité de suffrages, le sort en décidera.

ART. 84.

Les députés exercerons leurs fonctions pendant huit ans.

Si, à l'expiration de ce terme, ils n'avaient point été remplacés, ils continueront l'exercice de leurs fonctions, jusqu'à l'arrivée de leur successeur.

En la cuarta sesión, día 21, invitó el presidente á los diputados á que manifestasen de palabra sus opiniones respecto al proyecto de Constitución leído el día anterior. En la quinta, celebrada el 22, fueron repartidos los dos primeros pliegos que hasta entonces iban impresos del proyecto, y el presidente invitó de nuevo á discurrir sobre él.

El diputado por el Nuevo Reino de Granada, Sr. Sánchez de Tejada, tomó entonces la palabra (1), y pronunció un discurso cuyo texto ha permanecido hasta ahora inédito.

Las primeras palabras del orador fueron consagradas á llamar la atención de la Asamblea sobre la necesidad de conservar la unión de las Américas con la metrópoli, cuestión que consideraba de un grandísimo interés.

Luego expresó su complacencia de ver que en el proyecto de Constitución se proponía otorgar á las colonias los mismos derechos que á la madre patria, y restablecer el antiguo ministerio

---

(1) Archivos diplomáticos de Francia: *Espagne*, 1808; vol. 675.—*Extrait du discours prononcé par le député de Santa Fe devant l'Assemblée Espagnole convoquée à Bayonne, dans sa séance du 22 juin 1808.*

de Indias, por lo que aquellas lejanas regiones tendrían, cerca del Trono y en las Cortes, representantes para trabajar por su felicidad y una consiguiente activa actuación en el gobierno. Aplaudió estas medidas y las consideró como efecto de la previsora sabiduría del emperador, siempre atenta á prevenir los deseos de los americanos; pero al mismo tiempo juzgaba que dichas medidas eran insuficientes para lograr el fin que se perseguía.

Con rapidez expuso que las relaciones de España con sus colonias no eran de manera alguna naturales, y declaraba que, si aun subsistían, se debía á la acción de la fuerza, á la opinión é influencia del clero, y, particularmente, á la constante atención del Gobierno español para evitar la llegada á aquellas colonias de todo nuevo adelanto en las aspiraciones de la humanidad; pero al mismo tiempo observaba que la poderosa acción de estos resortes se hallaba ya considerablemente debilitada. Recordaba que en diversas épocas varias provincias americanas manifestaron sus deseos á cambiar de administración, y, en ocasiones, hicieron esfuerzos para sacudir el yugo de la metrópoli, como sucedió en las grandes insurrecciones populares del Perú y Santa Fe, en 1781 y 1782, y en los movimientos subsiguientes de Caracas, Quito, Santa Fe y el Cuzco, que si bien fueron dominados por la fuerza al nacer, en ninguna parte se llegó á extirpar de raíz el mal.

Examina el estado en que se encontraban las colonias, y, comparándolo con la situación cuando la guerra de sucesión, decia que entonces las colonias estaban completamente sometidas á la acción todo poderosa del Gobierno; que, desprovistos de luces, de conocimientos, no sabiendo casi pensar, los americanos no conocían más comercio que el de España; pero que, en el día, todo había cambiado. Y declaraba, por último, que si los gérmenes de insurrección que se vieron nacer en América fueron prueba de que el Gobierno había perdido una buena parte de su influencia, el estado del comercio en aquel continente probaría á su vez que el tráfico comercial con España se encontraba minado en sus fundamentos, cosa que se puso en evidencia, especialmente en los últimos quince años, tiempo en que el contrabando inglés tomó el carácter de un tráfico legítimo.

Llamó la atención respecto á las grandes insurrecciones del Perú y de Santa Fe, en los años de 1781 y 1782, coincidiendo con la independencia de los angloamericanos; y los disturbios ocurridos en 1794 en Santa Fe y Caracas, con el nacimiento de la revolución francesa. Luego se detuvo en conjeturas respecto al grado de influencia que podría ejercer en las colonias españolas la súbita aparición, en sus mismas fronteras, de dos nuevos Estados independientes: los Estados Unidos y el Brasil.

Después de decir estas cosas, entró á explicar los motivos de temor y de desconfianza que le inspiraba el porvenir de la América española. Dijo que era difícil calcular la repercusión que tendrían en las colonias los sucesos ocurridos en España, y que se conocerían allá casi simultáneamente, cuales eran: la subida de Fernando VII al trono, la protesta de Carlos IV, la renuncia hecha por este monarca de sus derechos en Napoleón, y el establecimiento de una nueva dinastía en España. Creía que el conocimiento de la proclamación de Fernando VII causaría en América un entusiasmo universal, y cuyos efectos serían iguales á los que aquellos sucesos produjeron en España, país éste que, no obstante su instrucción, superior á la de los americanos, y su vecindad con Francia, desconocía en aquellos momentos sus verdaderos intereses.

No se atrevía á aventurar ningún juicio respecto á la conducta que adoptaría América, ó tal vez una parte de ella; y aunque no la consideraba preparada para gobernarse por sí misma, ni de formar un cuerpo de nación fuerte por la unión de todas sus partes, temía, sin embargo, que los ingleses, buscando asegurar un comercio lucrativo, sublevasen á los americanos merced á la circulación de falsas noticias, y les incitasen á declararse independientes, para lo que les suministrarían armas, municiones y dinero y les apoyarían con sus escuadras. A todo esto agregaba que los ingleses no carecían de amigos en América, conquistados por la influencia del contrabando, y tenían además el prestigio, que no era posible desconocer, de ser hombres que sabían cumplir todos sus compromisos, cuando España, privada de enviar el menor recurso, sólo conservaba la influencia que en aquellas tierras le daban sus leyes y reglamentos.

El orador, que era el primero en reconocer lo doloroso del cuadro que había presentado á la asamblea, declaraba, al mismo tiempo que, siendo en su sentir imposible que todo fuese ideal, como él lo deseara desde lo más profundo de su corazón, opinaba que se opusieran todos los medios imaginables á un concurso de causas que podían ocasionar la pérdida de las colonias, á cuyo efecto propuso:

1.° Que se procediera cuanto antes posible á la publicación de la nueva constitución, á cuyo final se debería hacer constar, en debida forma, que había sido aceptada por la asamblea de notables, por los consejos de Castilla y de Indias y por las provincias que no se habían sublevado.

2.° Que hecho esto así, se comunicasé la Constitución, por la vía ordinaria, y para debido conocimiento, á los virreyes, gobernadores, tribunales, municipalidades, cámaras de comercio, prelados y capítulos de América. Esta comunicación debía hacerse de acuerdo con las formas empleadas para las cédulas expedidas por el Supremo Consejo de Indias, cuya autoridad, bien reconocida en el país, le daría un carácter de autenticidad que en vano tentaría imprimirle un cuerpo recientemente constituído.

3.° Que se aprovechase la influencia del clero, ordenándose á los obispos y prelados regulares, por medio de una cédula preparada al efecto, predicar y hacer predicar obediencia y fidelidad al nuevo Soberano reconocido por la nación y por el clero de España, á fin de asentar la opinión pública sobre la base de la religión, que era poderosa en el espíritu del pueblo. No debía olvidarse que si el pueblo era la clase más numerosa de la sociedad, era también el instrumento de que todos se servían para turbarla.

4.° Que se restableciera el antiguo ministerio de Indias. La noticia de esta medida había de ser comunicada á las Américas, con inserción del decreto, en una publicación donde se diría expresamente que el fin que se perseguía con tal acto era buscar un medio mejor de hacer más felices y florecientes las colonias americanas.

5.° Que para realizar en lo posible estas ideas de mejora-

miento, se le agregasen algunas gracias, tales como la abolición del estanco de tabaco; la revocación de las leyes generales que prohibían á los americanos pasar á España sin permiso del rey; la concesión del título de excelencia á los cuerpos municipales y el de señoría á los canónigos y á los miembros de las municipalidades de las capitales de provincia; la suspensión, por un año, del tributo que pagaban los indios y la publicación de una amnistía general tal como se acostumbraba en España á cada nuevo advenimiento.

6.° Que si fuese posible separar de los primeros empleos en América á aquellas personas contra las cuales pudiese haber algunas quejas fundadas, se hiciera sin demora, y se les reemplazase con personas de reconocida probidad, tomándose de entre ellas algunas residentes en América.

7.° Que se facilitasen á aquellos americanos que habían obtenido empleos en las colonias y se encontraban todavía retenidos en España, especialmente el reverendísimo señor arzobispo de Bogotá, los medios de pasar á América á bordo de buques neutrales (1). Estos empleados podrían prevenir los peligros que creaba la exageración de los enemigos, llevando noticias exactas y favorables al nuevo Gobierno. Se podría confiarles algunos diplomas ó cédulas que se creyese conveniente expedir.

El orador observó que esta indicación la hacía sin perseguir ningún interés personal, pues, de serle permitido, fijaría definitivamente su residencia en Europa.

8.° Que se autorizase secretamente á los Gobiernos y oficiales superiores de América para que, de acuerdo con las circunstancias y sus poderes, concedieran toda clase de gracias y de socorros y tomasen aquellas medidas extrordinarias que juzgaran oportunas. Se les recomendaría, además, que, en todo cuanto se refiriese á la tranquilidad pública, procedieran de acuerdo con los obispos y representantes de las comunes y rara vez con las

(1) Este prelado pasó á Bogotá en 1810 en un buque español, habiendo sido en misión de la Junta Central de Sevilla.

audiencias. De esta manera se les haría á todos solidariamente responsables en caso de acontecimiento.

9.° Que si se temía que la actual guerra se prolongase por largo tiempo, se tomaran las medidas necesarias para procurar á los americanos todos aquellos artículos y efectos europeos de que tuviesen necesidad, y al mismo tiempo se asegurasen mercados á los productos coloniales. Podría suceder que los beneficios que resultaran de esta empresa animasen á los Estados Unidos, las ciudades anseáticas ó alguna compañía á hacer tan importante servicio.

10. Que por medio de órdenes secretas se mandara á los virreyes y otros oficiales superiores de América que vigilasen las fábricas de pólvora y toda clase de armas de fuego, en lo que procederían con gran tino á fin de evitar la más ligera sospecha. A los virreyes de Santa Fe, Caracas y Buenos Aires se les ordenaría mantener, por medio del espionaje, correspondencia con Jamaica el primero, con Trinidad el segundo, y con la nueva Corte del Brasil el tercero.

Terminó el discurso exponiendo que, á fin de prevenir la baja que sufrirían las rentas públicas por la supresión del estanco del tabaco, se estableciese sobre el consumo interior de este artículo, bajo el nombre de alcabala, un impuesto de dos reales, el cual era muy moderado. En cuanto á la libre exportación y circulación del tabaco, el orador dijo que se reservaba para otra ocasión hablar con detenimiento del asunto, haciendo ver entonces que tal sistema, lejos de disminuir las rentas del Estado, contribuiría, por el contrario, á aumentarlas.

Observó, además, que si España deseaba conservar sus colonias, cualquiera que fuese el nuevo orden de cosas, era necesario empezara por hacer algunos sacrificios y tratara de mantenerlas adictas á la metrópoli por el sentimiento del bien presente y futuro.

Representó, en fin, que la gran distancia á que se estaba de América y la falta de comunicaciones, no permitía tener noticias frecuentes de su situación en el día, por lo que era necesario emplear todos los recursos impuestos por una previsión inteli-

gente; que podía muy bien suceder que las Américas no manifestasen ninguna disposición desfavorable, pero que, en todo caso, se complacía en creer que las medidas presentadas por él á la asamblea podrían procurar algún bien y jamás el menor mal; y que, al presentarlas, le guiaban solamente los motivos más puros y el sincero deseo de estimular á algún feliz ingenio á encontrar medios aptos que sirviesen para secundar los grandes proyectos que en el día perseguía el héroe de Europa.

El acta del día, único informe que había quedado de tan interesante discurso, antes de encontrar su texto, dice que fué preparado con mucho esmero y oído con atención y gusto por la Junta, la cual dispuso se pasase por el presidente al Gobierno «para que de los medios que en él se proponían para reunir y estrechar á los españoles con los americanos, que son una parte de la familia española, domiciliada en otro territorio, adoptase los que juzgara á propósito y practicables».

No sabemos si el diputado mexicano, canónigo del Moral, expuso de palabra sus observaciones, pero sí tenemos testimonio de haberlas presentado por escrito (1). El profesor Conard utilizó solamente algunos extractos de tan interesante documento, el cual se entrega hoy íntegro á la historia:

Joseph del Moral, député du Mexique, en considérant sérieusement le projet constitutionnel proposé, n'y a trouvé d'autres choses, sinon des marques de bonté, de prudence et d'amour pour les peuples que respire dans tous ses projets le Grand Napoléon. Cependant, ambitieux de remplir son devoir, il offre ses observations relativement aux circonstances locales et toutes particulières au Royaume du Mexique qu'il représente.

Art. 13.—3°. Qui établit *trois comités:* serait-il peut-être utile d'en ajouter un 4ᵉ, des Indes?

Dans le titre x *des Colonies espagnoles en Amérique et en Asie,* il paraît qu'on pourrait mettre avec grande utilité d'autres articles constitutionnels. Ils sont extrêmements nécessaires dans un titre particulier des colonies. Cette addition ne peut faire aucun

(1) Archivos Nacionales de Francia: A F, IV, 1636.

préjudice, et elle sera extrêmement flatteuse aux Américains, qui, par une déclaration expresse du premier article, reconnaîtront mieux tout d'un coup la totalité des bénéfices que l'Empereur leur a accordée dans la seule égalité des droits; d'ailleurs, si l'expression demandée ne se faisait pas, il est probable que les Américains ne seront pas flattés du décret sur l'égalité des droits avec la métropole; cette égalité des droits leur était accordée depuis plusieurs années, et malgré tout, faute de détails par la déclaration, les gouverneurs et la cour même a procédé *(sic)* toujours dans toutes ses dispositions avec les Américains comme s'ils n'étaient pas égaux aux Européens, mais presque comme s'ils étaient ses esclaves. Il faudra donc, pour accréditer les bons sentiments du nouveau Roy vers eux, poser parmi las bases constitutionnelles des articles particuliers qui déclarent cette égalité des droits des colonies avec la métropole realisée.

Ainsi il sera très utile de mettre après l'art. 82, dans le même titre, les suivants:

83 ... L'agriculture sera absolument libre dans toutes les provinces de l'Amérique, et l'on ne restreindra jamais aux propriétaires, loccataires et colons, les facultés que la nature leurs accorde, pour semer ou planter tout ce qui leur paretra convenir le mieux a leur avantage particulier.

84 ... Il sera aussi libre de commercer dans l'intérieure en toutes choses, et extraire toutes matières de l'une colonie à l'autre, et de toutes pour la métropole.

85 ... Toute espèce de privilége d'extraction ou d'introduction sera défendue quel que soit la denrée, tant nationnale qu'étrangère, pour tous les particuliers, de même que pour les compagnies ou toute autre incorporation.

86 ... Tout habitant des Indes pourra se faire construire à leurs frais et dépends pour ses spéculations commerciales, des bâtiments marchands, dont ils seront propriétaires et avec lesquels ils pourront entretenir des rélations directes avec toutes les parties de la métropole, de même qu'avec ceux des autres possessions espagnoles sans aucune distinction.

87 ... Aucune classe des habitants pourra être noté d'infa-

mie ni privé du droit que l'honneur, la bonne conduite et le mérite donne aux hommes utiles à la société pour y être considérés.

88... Toute espèce de tribut sera entièrament aboli dans les classes des Indiens et des castes, aucun des individus de celles-ci pourra être obligé au service personnel des couvents, des communes, des curés, des gouverneurs, ni d'aucun autre employé ecclésiastique, civil ni militaire.

89... Toutes les prohibitions ou restrictions faites aux Indiens pour vivre séparés des Espagnols pour n'emprunter qu'une certaine modique quantité, donnés pour qu'ils ne jouissent pas de la totalité des droits de tous les hommes de société, sont supprimés, les Indiens et les castes jouiront donc des mêmes droits que les Espagnols.

90... Les Espagnols Américains n'auront plus besoin de prouver leur noblesse qualifiée en Amérique par son origine de la noblesse espagnole de l'Europe, pour être considérée et rangée dans cette classe en Europe.

91... Aucune restriction sera faite à ce que tout habitant dans l'Amérique cherche des moyens de subsistence dans l'exercice de son industrie.

Dans le titre x, après l'article qui est. le 83e dans le projet imprimé, il sera très utile d'augmenter les suivants:

ART.

Ces députés doivent être nés dans le païs, de préférence, choisis par les provinces, communes, assemblées ou chapitres; dans la forme qui sera établie par un réglement particulier, mais toujours que les chefs du gouvernement n'ayant aucune influence dans les élections.

ART.

Ils seront membres du Conseil d'Etat, ils y assisteront et auront voix consultative pendant tout le temps de leur députation, à la section de Indes.

ART.

Quand quelque personne particulière, ou quelque corps de l'Amérique aura en Europe des commissionnaires particuliers, les députés surveilleront leur exactitude dans ses fonctions, et l'employ des fonds qu'ils recevront, leurs comptes rendus seront révisés par les députés, de manière qu'aucun de ces comptes rendus pourra être valide sans l'aprovation des dits députés respectifs de leurs provinces.

ART.

Les députés des Indes seront cités et entendus dans tous les procés de résidence des Vice-Rois, Gouverneurs et autres employés dans ces provinces, et ils en seront eux-mêmes responsables s'ils ne présentaient pas avec fidélité au Conseil d'État, toutes les plaintes ou doléances et réclamations qui résulteront faites dans les dits procès, ou bien qui seront adressées directement aux députés par les corps ou par les particuliers de la province de sa députation.

ART.

Ils devront présenter tous les ans au Conseil d'État une liste de toutes les affaires qui sont suspendues, ou à déterminer encore appartenants à la province de l'Amérique qui leur est à charge.

***

Dans le même titre x *des Colonies,* l'on ne trouve pas suffisant le nombre des députés signalés aux Indes pour obtenir l'objet de la plus grande intimité de ses habitants avec ceux de la métropole, de la contrainte des employés et de la benefficiense envers les malheureux Américains, ce que désire le plus vivement le Grand Empereur.

Il faudrait accorder aux deux principales capitales, México et Lima, des députés par classes: le clergé a été presque le conquérant, il est le conservateur, le défenseur et le bienfaiteur des

malheureux Indiens et de tous les habitants défavorisés de l'Amérique. Aucun autre sinon les Julien Garcès, les Vascos de Quiroga, les Bartolomé de las Casas, les Jean de Palafox, tous évêques, ont été les seuls et les fermes défenseurs des Indiens, ils les protégèrent contre la tiranie des commendeurs, des auditeurs, des soldats, et des juges qui ont été en Amérique dans les premières années après la conquête. Aujourd'hui même, ces vrais amis de l'humanité se renouvellent tous les jours dans le clergé et seraient-ils peut-être plus vantés et moins discrédités par quelques-uns s'ils n'étaient pas les conservateurs des idées anciennes de soumission et de souffrance envers la métropole par égards de religion. Il est extrêmement nécessaire pour contre ballancer les pouvoirs, qu'ils aient à la Cour un député général du clergé, un de la noblesse et un autre pour le peuple, nommés non par les communes (ou *ayuntamientos)*, mais par des assemblées électorales qui seraient établies par un réglement particulier.

Il serait utile qu'ils fusent natif du païs, parce que ceux-ci sont les moins proportionnés à se combiner avec les Employés qui sont dans la plus grande part des Européens, et parce qu'en attirant ainsi les natifs Américains, l'on acheminerait mieux les relations d'amitié avec les Européens. Qu'ils soyent aussi propriétaires.

Dans l'article 89, après avoir dit *les tribinaux des spéciales attributions restent suprimés,* pour qu'il ne soit pas entendu que l'on cherche à abolir les immunités des évêques, il conviendrait dire en suivant que *les immunités des évêques seront conservées, ainsi connaîtront-ils* dans les procès des individus du clergé dont des délits seront jugés par les prélats respectifs suivant les formes canoniques en laissant au Conseil de Castille la connaissance de ces affaires en dernier ressort.

Dans l'article où l'on dit *il y aura un seul Code pour le reigne*, il conviendrait d'y mettre après: *d'Espagne et des Indes.*

Dans l'article 103 qui dit *les Douanes de l'intérieur, de parti à parti, de province à province, restent supprimées,* il serait utile d'y ajouter: *ainsi dans les Indes comme en Espagne.*

Puisque le système des contributions doit être êgal dans tout le Royaume, il n'y aurait aucun préjudice à exprimer la suppression des monopoles des ancien Rois, au plus tôt. Cette suppression expresse est très nécessaire parce qu'elle serait une glace éclatante pour les Américains, fatigués, ruinés, désespérés, par les *estancos* de tous genres.

Quand il fut permis comme par grâce supérieure et extraordinaire profiter des bagasses des cannes à sucre et en faire la liqueur comme à México sous le nom *Chinguirito*, grâce accordée à demi (comme l'Espagne les accordait toujours), on examina dans les livres d'un tribunal criminel qu'il y a nommé *acordada*, le nombre qu'on pourrait calculer des personnes exilés du Continent du Méxique par des commis jugés sur cette liqueur, et l'on trouva qu'on avait exilé de 900 à 1.000 familles du Mexique chaque année par ce grand crime d'avoir fait de la liqueur des bagasses de cannes.

Le nombre des hommes exilés, des femmes renfermées, de familles amandées (et tout à fait ruinées) par les commissaires les plus méchants de l'*estanco* (ou ferme) du tabac est incalculable. Que l'on examine pour remédier un si grand mal par pitié envers l'humanité.

Pour faire remarquer un contraste irrégulier dans l'administration du Méxique, qu'il me soit permis d'ajouter ici, que dans une computation faite des crimes portés aux tribunaux d'un arrondissement du Méxique, calculé 800.000 hommes, l'on calcula que le nombre de vols jugés et condamnés dans une dizaine de années monta à plus de 3.000. Le nombre des assassinats consommés et déduit dans le tribunaux pendant cette dizaine montait à 2.000. Dans la seule ville de *Puebla*, à vingt lieues de México, j'ai été témoin qu'il y a des années où l'on mène par centaines les blessés en dispute dans les hôpitaux, faute de la police, qui surveillant à l'extrême de le tiranie ce qu'ils appellent de commis, oublie entièrement ses véritables devoirs d'empêcher les crimes.

Le député finit ses observations avec les sentiments les plus vifs d'admiration et de reconnaissance qui sont dus au Grand

Empereur, par sa bienveillance et la grandeur d'âme avec laquelle il a fixé les bases de la felicité des deux mondes, en leur donnant une Constitution aussi digne de son grand génie comme bienfaisante pour les peuples qui la doivent obéir.

JOSEPH DEL MORAL.
Député du Mexique.

No tenemos conocimiento de que los diputados del Río de la Plata hiciesen observaciones de palabra ó por escrito; pero es un hecho que pensaron de igual manera que sus colegas, como se observa en la recepción que les acordó á los diputados el rey José y luego en el memorial que presentaron al emperador, y que vamos á ver ahora en la nota pasada por los platenses á Napoleón, á quien proclamaron, allí en Bayona, libertador de la América española. Este documento, así como las *memorias* que le acompañaban (1), han permanecido hasta ahora inéditos.

A SU MAJESTAD IMPERIAL Y REAL EL EMPERADOR DE LOS FRANCESES, REY DE ITALIA, ETC., ETC., ETC.

Señor:

En el acto de elevar á la soberana contemplación de Vuestra Majestad Imperial y Real estas pequeñas reflexiones dirigidas á la conservación y felicidad de las provincias del Río de la Plata, una dulce conmoción nos hace presentir la dicha que Vuestra Majestad Imperial les tiene preparada. Cuando aquellos habitantes se sientan repentinamente elevados á una igualdad absoluta de derechos con los demás individuos de la Monarquía; cuando vean garantizada para siempre la libertad del Pueblo español por una constitución sabia y benéfica; cuando se consideren bajo la dominación de un rey justo que merece por sus virtudes la estimación de toda la Europa, su sorpresa será igual á su reconocimiento. El eco de sus bendiciones al Héroe inmortal de quien reciben su existencia civil, resonará en todos los ángulos

(1) Archivo Nacional de Francia: AF, IV; 1610.

del Nuevo Mundo. Las generaciones hispanoamericanas rendirán el tributo de respeto, de su amor y de su gratitud al nombre augusto de NAPOLEÓN EL GRANDE. La generosidad incomparable de su libertador formará el asunto eterno de sus cánticos en medio de los transportes de su alegría.

Dígnese, pues, Vuestra Majestad Imperial y Real, recibir con agrado esta expresión del homenaje de aquellos habitantes y de la eficacia de los deseos de los diputados por el bien general de la nación.

Bayona, á 29 de Junio de 1808.

Señor:

Los diputados de las Provincias del Virreinato del Río de la Plata.

*Nicolás de Herrera.—José Ramón Milá de la Roca.*

Las pequeñas «reflexiones» á que se han referido los diputados fueron tres *Memorias,* á saber:

I.—*Proyecto de conservación, seguridad é independencia de las provincias del virreinato del Río de la Plata.*

Este papel se contraía: 1.°, á *manifestar la justicia y la beneficencia del nuevo sistema;* 2.°, á *poner el país en estado de defensa contra las tentativas de los enemigos.*

Para lo primero, decía, será indispensable hacer entender sin dilación á aquellos pueblos su incorporación á la metrópoli en igualdad con las demás provincias del reino; su participación en todos los derechos; la protección á su libertad civil, y la consiguiente aptitud de sus habitantes para optar á todos los empleos, y para promover por todos los medios posibles el fomento de su agricultura, artes, industrias, comercio, navegación y ciencias.

Para lo segundo, se agregaba, se estima necesario el envío de tropas en competente número, de modo que puedan llegar lo menos 6.000 hombres.

Los diputados entraban luego á detallar el armamento que se necesitaría, y, al hacerlo, anotaron que uno de ellos (no le nombraban), viajó de Buenos Aires á Europa, en comisión del virrey

Liniers, para pedir al emperador un tren de artillería de campaña.

II.—*Proyecto de prosperidad pública de las provincias del Río de la Plata.*

Esta Memoria fué concebida con un sentimiento de profundo patriotismo, y puede decirse sin exageración que el gran desenvolvimiento que ha hecho la República Argentina estuvo trazado en aquel papel, donde se iniciaba la exportación para Europa de carnes y harinas; unión de los hacendados para velar por el fomento de la pastoría y sus derivados; construcción de muelles en Montevideo y Buenos Aires; fundación de faros; establecimiento de escuelas de navegación, dibujo y comercio; abolición de los conventos de religiosos; reglamentación de las Universidades bajo el plan que se estableciera en España; formación de códigos civil y comercial; decreto de libertad de los indios; modificaciones en el comercio de negros esclavos, en favor de estos infelices, de no decretar el Gobierno la abolición de aquel tráfico infame; abolición de las funciones civiles que se hacen en las ciudades de las provincias del Río de la Plata y demás de la América, paseando por las calles el estandarte real. «La igualdad de derechos de aquellos países con los de la metrópoli y su incorporación absoluta, exigen se sustituyan otras funciones en que queden omitidas aquellas ceremonias civiles y humillantes»; supresión del estanco de tabaco; construcción de un camino que comunicara á Buenos Aires con las principales ciudades de Chile; envío de una misión de botánicos á la provincia de La Paz, para enseñar á los habitantes del país á colectar y clasificar la quina; abolición de la contribución llamada de *diezmos* y pago del clero por el tesoro nacional «con arreglo á la dignidad y decoro de sus respectivos encargos y sagrado carácter».

III.—*Proyecto de premios á los habitantes del Río de la Plata.*

Por este proyecto se establecerían premios en favor de los platenses que combatieron en Buenos Aires y Montevideo contra los ingleses en las invasiones de Sir Home Popham en 1806 y

1807, ya que, al decir de los mismos diputados en el proyecto 1.°, «ninguna consideración merecieron del antiguo Gobierno».

Se establecería una junta en Buenos Aires y otra en Montevideo, las cuales formarían tres listas, á saber: 1.ª, de todos los que habían tomado las armas en las acciones del Río de la Plata; 2.ª, de los muertos y heridos; 3.ª, de todos los que se hubieran distinguido con actos de heroísmo. Estas listas, firmadas por los vocales y presidentes de las dos Juntas, serían extractadas en cuatro libros foliados, los cuales se archivarían: uno en el cabildo de Buenos Aires; otro en el de Montevideo; un tercero en la secretaría del virreinato; y el cuarto se enviaría al ministerio de la Guerra. Copias autorizadas de dichas listas serían enviadas á todos los ayuntamientos del virreinato para ser registrados en sus respectivos archivos.

Se crearía una cruz con el nombre de *Cruz de los tercios voluntarios del Río de la Plata*, «dotada con los mismos honores y prerrogativas acordadas á los militares del reino», y destinada á premiar á quienes hubieran combatido á los ingleses sin obtener nota de cobardía y á los hijos de los muertos en aquellos combates. Más tarde se acordaría también á los militares y civiles que se hubieran hecho dignos de la mencionada cruz por sus servicios en América.

Se dispondría que los derechos de exportación de cueros por los puertos de Buenos Aires y de Montevideo fueran destinados: 1.°, á pensionar á las viudas y huérfanos de los muertos en los combates contra los referidos invasores ingleses y «á las familias de aquellos artesanos, ó menestrales, ó gentes pobres que hubiesen quedado impedidos de trabajar»; 2.°, á dotar cinquenta doncellas pobres en Buenos Aires y veinticinco en Montevideo; 3.°, á promover todos los ramos de industria y prosperidad pública en ambas provincias.

Esta Memoria concluye con una nota donde se encuentra presentada una cuestión de gran importancia, y hoy resuelta y puesta en práctica en la legislación agrícola moderna, es decir, las *primas agrícolas*. La nota dice:

*Las dotes que repartirán las ciudades de Buenos Aires y Mon-*

*tevideo á doncellas pobres del país, se harán anualmente y no bajarán de 1.000 pesos cada una. Asimismo, para la inversión de fondos en el fomento de la industria del país, se tendrán como objetos de primera consideración, los caminos, puentes, premios á los labradores y artesanos que más se distingan, y socorros de anticipos á los que se vean atrasados por una desgracia incalculable.*

La crítica encuentra que estas proposiciones eran más ó menos las que Herrera tuvo encargo del cabildo de Montevideo de presentar á la Corte de Madrid, calcadas en el gran plan de reformas civilizadoras presentado por el argentino Belgrano (1) al consulado de Buenos Aires. Herrera, á su regreso á Montevideo, fué invitado á explicarse sobre su misión, lo que hiciera en un manifiesto (2), fechado el 27 de Enero de 1810, donde dijo: *mi asistencia al Congreso no pasó de un acto puramente material, envuelto en la misma violencia de su origen;* no dejando de fulminar rayos contra el emperador, ¿por qué entonces le llamó libertador de América?

Volviendo á las sesiones de la Junta, anotaremos que en la sexta, el día 23, se distribuyeron los pliegos que faltaban del proyecto de Constitución, reanudándose los discursos de observaciones, los que ocuparon las demás sesiones, hasta la XI, el día 30, en la que quedó agotada la materia. Observemos que en la X, el día 28, acordóse por unanimidad, vista la situación y extensión de las provincias de Yucatán y Cuzco, dar á cada una de ellas un diputado, elevando así á veintidós el número de la diputación americana.

También se acordó que para el nombramiento de diputados de Indias concurriesen en éstos las mismas cualidades que en los de las provincias y ciudades de España; y que habiendo solamente un código de comercio para toda España (art. 100) se hiciera extensiva su aplicación á todas las posesiones españolas.

Terminadas las observaciones se procedió al trabajo de re-

---

(1) Cf. en Mitre: *Historia de Belgrano y de la independencia de la República Argentina;* vol. I, cap. I.

(2) Cf. en la *Revista Histórica de la Universidad;* año I, pág. 429. Montevideo, 1907.

construcción del proyecto: en la minuta encontramos, escrito con lápiz y al margen de cada uno de los artículos observados, las modificaciones introducidas y también el número de votantes en favor y en contra. Por otra parte poseemos las hojas de papel donde, por separado, se trascribieron cada uno de los artículos observados, con su correspondiente nueva redacción, los cuales fueron sometidos al veto del emperador, quien, al margen, escribió *approuvé* ó bien *refusé*, según aceptaba ó negaba.

Con todos estos dátos procedió Maret á la formación del texto definitivo, en el cual encontramos que el título IX se consagró al *Senado*, introducción hecha por el emperador el 20 de Junio (1), y se dió el X á las colonias con una redacción distinta, como vamos á ver, y que fué definitiva, no habiendo hecho el emperador ningún reparo (2), ni tampoco los representantes americanos. Sin embargo, ocurrió que á última hora suprimieron el diputado de la provincia de Caracas (incluyendo esta provincia, como era correcto, en la representación de Venezuela), dando entonces uno á la de Charcas, según se ve en la constitución impresa, firmada por el rey José, pues el manuscrito original no aparece en los archivos franceses donde nos hemos documentado:

### Título X.

*De los reinos y provincias españolas de América y Asia.*

Art. 87. Los reinos y provincias españolas de América y Asia gozarán de los mismos derechos que la metrópoli.

Art. 88. Será libre en dichos reinos y provincias toda especie de cultivo y de industria.

Art. 89. Se permitirá el comercio recíproco de los reinos y provincias entre sí y con la metrópoli.

---

(1) Archivos diplomáticos de Francia: *Espagne*, 1808, vol. 674.—M. de Champagny á M. de la Forest. Bayona, 20 de Junio de 1808.

(2) De Pradt dice (*Memoires: ante*; pág. 154): «Napoléon ne disputa pas un seul instant sur la partie de la constitution qui concernait l'Amérique.» Llorente dice (*Memorias para la Historia de la revolución de España*, I, 100): «que la libertad en las discusiones fué plenísima.»

Art. 90. No podrá concederse privilegio alguno particular de exportación ó importación en dichos reinos y provincias.

Art. 91. Cada reino y provincia tendrá constantemente cerca del Gobierno diputados encargados de promover sus intereses y de ser sus representantes en las Cortes.

Art. 92. Estos diputados serán en número de veintidós, á saber: dos de Nueva España; dos del Perú; dos del Nuevo Reino de Granada; dos de Buenos Aires; dos de Filipinas; uno de la Isla de Cuba; uno de Puerto Rico; uno de la provincia de Venezuela; uno de Caracas (este diputado, como se advirtió, lo dieron á Charcas); uno de Quito; uno de Chile; uno de Cuzco; uno de Guatemala; uno de Yucatán; uno de Guadalajara; uno de las provincias internas occidentales de Nueva España, y uno de las provincias orientales.

Art. 93. Estos diputados serán nombrados por los Ayuntamientos de los pueblos que designen los virreyes ó capitanes generales en sus respectivos territorios.

Para ser nombrados deberán ser propietarios de bienes raíces y naturales de las respectivas provincias.

Cada ayuntamiento elegirá á pluralidad de votos un individuo, y el acta de los nombramientos se remitirá al virrey ó capitán general.

Será diputado el que reuna mayor número de votos entre los individuos elegidos en los ayuntamientos.

En caso de igualdad decidirá la suerte.

Art. 94. Los diputados ejercerán sus funciones por el término de ocho años. Si al concluirse este término no hubiesen sido reemplazados, continuarán en el ejercicio de sus funciones hasta la llegada de sus sucesores.

Art. 95. Seis diputados, nombrados por el rey entre los individuos de la diputación de los reinos y provincias españolas de América y Asia, serán adjuntos en el Consejo de Estado y Sección de Indias. Tendrán voz consultiva en todos los negocios tocantes á los reinos y provincias españolas de América y Asia.

La duodécima sesión tuvo efecto el día 7 de Julio, siendo la de clausura. En ella presentó el rey José la Constitución, la cual juró

allí mismo. El ministro Champagny informó de estos actos al Embajador de La Forest en nota del día 8 (1). De ella tomamos los detalles siguientes: «Les moments les plus difficiles sont passés; la Constitution est terminée et le Roi va entrer dans son Royaume. Hier la junte étant assemblée en presence du Roi, la Constitution fut arrêtée par ce Monarque et signée de tous les membres de la Junte. M. l'Archévêque de Burgos s'allança, avec les Saints-Évangiles, devant le Roi qui prêta son sermant. Le prélat étant retourné à sa place, chaque membre de la Junte alla prêter également son sermant sur l'Évangile. Après cette séance qui, au rapport de tous les Espagnoles, fut aussi touchante que solemnelle, toute la députation se rendit au palais de l'Empereur, pour lui offrir l'hommage de sa reconnaissance et l'Empereur l'entretin avec bonté, la félicita du bon esprit et de l'accord qui avait présidé à toutes ses déliberations.»

El abate de Pradt (2), que estuvo presente en la ceremonia del palacio imperial, nos ha dejado una triste narración del acto:

«Avant de se séparer, la Junte fut presentée à Napoléon. Le président le harangua comme à l'ordinaire. Sa réponse donna lieu à une scène fort pénible pour tous ceux qui en furent témoins. On sait tout ce que fait souffrir à un auditoire, un homme qui, ayant à parler en public, enchaîne péniblement des mots séparés par de longs repos, et qui ramènent la même idée. Lorsqu'en pareil cas, le rire est interdit, la souffrance devient extrême et redoutable par la prolongation de cet imbroglio. Les députés étaient réunis autour de Napoléon; il était placé au centre du cercle, la tête baissée, la relevant par intervalles, pour la laisser retomber; il articulait de loin en loin des paroles décousues, passant alternativement d'un sujet à un autre, qu'il ne quittait que pour y revenir le moment d'après dans les mêmes termes, sous les mêmes formes, sans aucun de ces éclairs qui jaillissaient souvent de ses conversations. Je ne l'avais jamais vu aussi stérile,

(1) Arch. dipl. de Francia: *Espagne*, 1808; vol. 674. (Esta nota tiene fecha 7 de Julio, pero es del día 8, pues todos los documentos informan que la clausura tuvo lugar el 7.)

(2) *Mémoires: ante;* 157.

ni ne l'ai revu aussi terne. Tout le monde était au suplice. Il dura plus de trois quarts d'heure. Enfin, il congédia l'assemblée.»

Aquella carta política, que establecía la monarquía constitucional española, y cuyos materiales, si no perfectos todos (1), como obra humana al fin, fueron producto de gran meditación y de interés mismo por aquel colosal imperio que, prestamente, corría á la disolución, empujado por el despotismo real y la corrupción de la corte, cosa esta última de que nos ha dejado testimonio el embajador Alquier (2), tuvo piezas de gran valor, cuales fueron, entre otras, la redención de los hispanoamericanos, á quienes, de colonos hasta entonces, se les hacía hombres libres é iguales en derechos á los españoles europeos, tal como lo vimos reclamado por los diputados de Nueva Granada y de

---

(1) Borrego dice (*ob. ante:* II, 78): «La Constitución era una obra, si no perfecta, al menos acomodada en la forma posible á la situación de España, y más ventajosa que la que había venido rigiendo durante la triste dominación de los reyes absolutos.» Conard dice (*ob. ante:* 62): «On a parfois trouvé à la Constitution de Bayonne (pour ne l'avoir pas étudiée de très près) un caractère de liberalisme inattendu.—La Fuente (*Historia general de España;* XVI, 319) no encuentra sino dos lagunas que señalar: la falta de publicidad de los debates de las Cortes y la insuficiencia de la libertad de la prensa que acuerda.—Ernouf (*Maret, duc de Bassano;* 250-251) no cae en la misma exageración de La Fuente.—Grandmaison (*L'Espagne et Napoléon;* 257) la juzga de «calco mediocre de las ideas del 89, aplicadas á las pretendidas necesidades de la Península».—Federico Masson (*Napoléon et sa famille;* IV, 255) dice: «Sans doute, de toutes les constitutions que l'Empereur a inspirées ou rédigées jusque —là, celle— ci qui, comme on dit, ne devait être prise au sérieux que par le seul Joseph, était la plus complete, la plus libérale, la mieux appropriée au peuple qu'elle devait régir. Appliquée, elle régénérait la nation. Elle la tirait d'un particularisme féodal compliqué de despotisme bourbonien, pour la jeter en plein courant moderne, avec les principes, les institutions et les lois necessaires à un État qui veut vivre et progresser. (*Ib:* pág. 259): Avec quelle réserve, quelle légèreté de main, l'Empereur régle avec son frère les conditions accessoires de la transmission du trône! Rien pour la France; ni pour les Français: tout juste le remboursement de ce qu'il en coute... L'alliance offensive et défensive entre les deux couronnes est moins sévère pour Joseph qu'elle n'était pour les Bourbons... point de stipulation qui froisse en quoi que ce soit l'orgueil espagnol; nul indice de vassalité; partout une égalité entière.»

(2) Archivos Nacionales de Francia: A F, IV, 1679.—Secrétairie d'État. Consulat et Empire.

México; el establecimiento de la libertad individual y de la libertad de imprenta, la supresión del tormento y la inviolabilidad del hogar.

*
* *

Los sucesos no se desenvolvieron como lo esperaba el emperador. En América ocurrió que virreyes y capitanes generales, para conservar sus situaciones políticas y militares, siendo además todos ellos naturales de España (1), tendieron francamente al reconocimiento del nuevo monarca, y, si no lo hicieron, fué porque los ingleses, llegando á América antes que los agentes franceses, ó al mismo tiempo, no lo permitieron, como se vió en Caracas, Buenos Aires y México, donde fueron firmemente apoyados por los criollos. Éstos, que eran dueños de los cabildos civiles, protestaron al punto contra la mudanza de dinastía efectuada, aduciendo que ellos no eran carneros para que se les cediese á nuevo amo sin siquiera consultárseles y juraron desde luego guerra á los Napoleones, proponiéndose, al quedar al fin subyugada la madre patria, declarar la independencia de las colonias bajo la protección de Inglaterra, para lo que levantarían los tronos de América, pues, en aquel momento trágico, sólo uno que otro ideólogo pensaba en la formación de repúblicas, en terrenos donde sólo había florecido, y florecería por larguísimo tiempo, el caciquismo precolombino combinado con el despotismo real. En España, por otra parte, se había hecho general la resistencia á lo que llamaron el *rey intruso*, y como los independientes ganasen la batalla de Bailén, que obligó al rey José al abandono de Madrid y retirada á Vitoria, resolvieron los españoles reunir un congreso en Madrid, á fin de dar unidad al Gobierno de la resistencia nacional, y, al efecto, enviaron las Juntas provinciales sus diputados á la capital en número de treinta y seis.

Reuniéronse éstos en Aranjuez el 25 de Septiembre de 1808, bajo la presidencia del célebre conde de Floridablanca, y se constituyeron en Junta, que llamaron Central. Ésta asumió al

(1) El general Liniers, virrey del Río de la Plata, era francés.

punto la dirección general del Gobierno como depositaria interina de la soberanía de la nación, entrando á gobernar en nombre del rey Fernando. Pero los franceses vengaron prontamente la rota que sufrieran; y Napoleón, ocupando en persona á Madrid, obligó á la Central á huir hasta refugiarse en Sevilla, adonde llegó el día 27 de Diciembre. Los americanos reconocieron la autoridad de esta Junta, y, desde luego, á ella enviaron espontáneamente, para ayudar á la defensa nacional, muchísimos millones de duros.

Dice el historiador Toreno (1) que el agradecimiento de los españoles europeos por estos donativos fué grande y sincero, cosa dicha por la propia Central en los motivos en que apoyó su decreto de 22 de Enero de 1809, cuando mandó que los americanos tuviésemos representación inmediata cerca de S. M. el Rey, y formásemos, desde luego, parte de aquella Junta por medio de nuestros correspondientes diputados, pues *los dominios españoles de América dejaban de ser coloniales para formar parte esencial é integrante de la Monarquía.*

Tal acto pudo ser realmente agradecimiento ó también parte de un programa político para mantener la lealtad de los americanos en aquella crisis tan profunda por España; pero la crítica encuentra que, de haber habido espontaneidad, y también largueza, la llamada á los americanos para que tomasen parte en el Gobierno se hubiera hecho en el mismo Aranjuez el 25 de Septiembre, y no esperar hasta el siguiente Enero para hacerlo, época en que estaba en Sevilla el ministro de S. M. Británica, M. John Hookham Frere, á quien su soberano, Jorge III, encargó, en las instrucciones que le diera en 4 de Octubre de 1808 (2), de no presentar proposición alguna relativa al comercio ó á la política; pero que si se le ofrecía la ocasión, recomendara de la manera más resuelta, por razones de prudencia y de interés nacional para España, la adopción de un sistema más liberal para con los dominios españoles en América, tanto en sus relaciones

(1) *Ante;* I, 371.

(2) W. R. de Villa-Urrutia: *Relaciones entre España é Inglaterra durante la guerra de la Independencia;* I, 246. Madrid, 1911.

comerciales con las naciones extranjeras, como en las políticas con la metrópoli. Era improbable, decía el rey Jorge III, que estos dominios que habían progresado en artes, ciencias, riqueza y población, y se habían considerado durante los últimos sucesos más bien como parte integrante de la monarquía española que como colonias suyas, se contentaran con seguir sometidos á las restricciones y privaciones que hasta entonces habían, no sin impaciencia, soportado, y no buscaran, como recompensa á su probada fidelidad, alguna extensión de sus privilegios. En el caso, que era de esperar, no se presentase, aunque debía preverse como no del todo imposible, del triunfo final de los franceses en la Península, sería de desear que las Américas españolas sirvieran de refugio á la monarquía, por lo cual, en ocasión oportuna, sin expresar desconfianza ni crear desaliento, debía llamar la atención de los gobernantes españoles sobre la conveniencia de asegurar este refugio á tiempo, hallándose el Gobierno británico dispuesto á defender la integridad é independencia de la monarquía española en América de la misma desinteresada manera que lo hacía en Europa. Este último recurso y esperanza de la monarquía debía cimentarse en un sistema de conciliación con las colonias, que crease en ellas un espíritu de compañerismo con la madre patria, sistema que, para ser útil, tendría que adoptarse antes que las circunstancias lo hiciesen inmediatamente necesario.

Por otra parte encontramos que las instrucciones secretas dadas por Mr. Canning al ministro Frere, 5 de Octubre de 1808 (1), sólo se referían á dos puntos: la formación de la regencia española y la política hispanoamericana.

Mr. Canning decía, refiriéndose á la segunda parte, que Su Majestad no faltaría al compromiso, reiterada y solemnemente proclamado, de mantener la integridad é independencia de la monarquía española; pero que no debía entenderse que en el desgraciado caso de que la causa de España sucumbiese en Europa, ó en el más improbable de que España y Francia llegasen á un acuerdo, se hubiere Su Majestad comprometido á con-

(1) *Ib.*; II, 182.

servarle á la subyugada España sus colonias ó á abstenerse de reconocer la independencia de éstas y de ayudarlas á obtenerla. Lo que primeramente deseaba y esperaba Su Majestad, decía Mr. Canning, era que triunfase la causa de España, y después, que, en la desastrosa alternativa del éxito de Bonaparte en la Península, se tomasen oportunamente las medidas necesarias para que las colonias acogieran gustosas cuanto pudiera escapar de las garras del emperador, y se renovase en América el nombre, la fortuna y la grandeza de la monarquía española. No era entonces oportuno entrar en prematuras discusiones sobre este punto; pero si ocurriera algún serio y decisivo revés, debía el ministro Frere aconsejar, sin pérdida de tiempo, al Gobierno español, que se pusiera en salvo, como había hecho la familia real portuguesa.

Nuestros informes no nos dicen si Mr. Frere llamó la atención de los ministros de la Junta respecto á la declaratoria de igualdad de derechos para españoles y americanos; pero no es de dudar que lo hiciera, cuando sabemos que tocó abiertamente la cuestión de la formación de la regencia española y la convocatoria á Cortes, cosas ambas que le prescribían sus instrucciones. Además, el decreto del 22 de Enero fué dictado bajo la impresión de la huída á Sevilla, que bien pudo considerarse como el paso preparatorio para el traslado del Gobierno independiente á América.

El examen crítico encuentra que si el decreto de 22 de Enero fué aconsejado por Mr. Canning, este ministro procedió, al dar tamaño consejo, por influencia francesa al conocer el art. 87 de la Constitución de Bayona.

Es verdad que en Madrid sólo publicaron aquella Constitución en el año siguiente, números del 29 de Marzo al 2 de Abril de 1809; pero en París la publicó el *Moniteur* del 15 de Julio de 1808, lo que permitió á Mr. Canning conocer, para fines de Septiembre ó primeros días de Octubre, la política americana del emperador, sirviéndole, no cabe dudar, para formar la suya expuesta en las instrucciones á Mr. Frere.

El general Miranda tuvo más fe en el emperador francés que en el diplomático inglés. Así nos lo demuestra la cooperación

que él ofreció á Napoleón, cuando éste prometió á los americanos la independencia absoluta en su mensaje de 12 de Diciembre de 1809 al Cuerpo legislativo, oferta que parece viera el emperador con desdén, ó tal vez con desconfianza, pues él tuvo á Miranda por agente inglés, cosa en que erró, pues Miranda, si en verdad fué siempre un revolucionario americano contra su rey, nunca dejó de ser caballero de noble estirpe hispana.

París, 1917.

CARLOS A. VILLANUEVA.

*N. B.*—Los documentos relativos á las Cortes de Bayona fueron publicados en 1874 por el Congreso de los Diputados y en la Colección de sus *Actas*, en un volumen titulado *Actas de la Diputación general de españoles que se juntó en Bayona el 15 de Junio de 1808, en virtud de convocatoria expedida por el Gran Duque de Berg, como lugarteniente general del Reino y la Junta Suprema de Gobierno, con fecha 10 de Mayo del mismo año: precedidas de dicha orden convocatoria y de los poderes y órdenes que presentaron los que asistieron á ella, y seguidas del proyecto de Constitución consultado por el Emperador á la misma; las observaciones más notables que sobre aquel proyecto se produjeron y la Constitución definitivamente hecha, que fué aceptada por la misma Diputación general en 7 de Julio del propio año.* (Madrid: Imprenta y fundición de J. A. García, calle de Campomanes, número 6, 1874.

En nota que precede al texto de estos documentos, la Comisión del Congreso encargada de su publicación hace constar que «los documentos originales que se dan á la luz pública en este libro se encuentran en los tomos III y IV de la *Colección de papeles reservados de la Biblioteca del Real Palacio*»; aunque posteriormente, durante el reinado del Sr. D. Alfonso XII, y por el consentimiento de éste, fuesen incorporados al Archivo del Congreso, donde en la actualidad se hallan.

De los documentos relativos á los españoles americanos que tomaron parte en la Asamblea de Bayona, la Comisión del Congreso solamente consideró dignos de su publicación los de las *Observaciones hechas al Proyecto de Constitución*, por D. José del Moral, diputado del reino de Méjico; las de D. José Odoardo Grandpré, diputado por Caracas, y el *Dictamen*, presentado por D. José Ramón Milá de la Roca y D. Nicolás de Herrera, diputados de la provincia del Río de la Plata.

La Comisión del BOLETÍN DE LA REAL ACADEMIA DE LA HISTORIA aceptó el trabajo de su Correspondiente D. Carlos A. Villanueva, inclinada siempre á dar á conocer en sus páginas cuantos documentos puedan contribuir al esclarecimiento de los hechos que constituyen la Historia patria; posteriormente ha recibido un ejemplar del libro titulado *La première semaine de l'Amérique latine*, publicado por el *Comité d'active parlementaire á l'étranger*, y en que se da cuenta de la sesión tenida en Lyon del 2 al 7 de Diciembre de 1916, con cuya tendencia, para la Academia muy respetable, no puede estar de acuerdo.—*(Nota de la Redacción.)*